



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2018 ET
PERSPECTIVES EN 2019**

Rapport disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn
@DPEE/DPMSF Novembre 2018

Table des Matières

RESUME	3
1.1 ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2018	7
1.1.1 Les ressources du PIB	7
1.1.2. Les emplois du PIB.....	12
1.1.3. Inflation et Compétitivité	13
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2019	14
1.2.1. Les ressources du PIB.....	14
1.2.2. Les emplois du PIB.....	18
1.2.3. Inflation	19
2. LES FINANCES PUBLIQUES.....	20
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2018	20
2.1.1. Les Recettes budgétaires.....	20
2.1.2. Les Dons	21
2.1.3. Les Dépenses publiques	22
2.1.4. Le Financement.....	23
2.1.5. La Dette publique	23
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2019	23
2.2.1. Les Recettes budgétaires.....	24
2.2.2. Les Dons	25
2.2.3. Les Dépenses publiques	25
2.2.4. Le Financement.....	26
2.2.5. La Dette publique	26
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	26
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2018.....	26
3.1.1. Evolution de la balance courante.....	27
3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	28
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2019	28
3.2.1. Evolution de la balance courante.....	29
3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières.....	29
4. LA SITUATION MONETAIRE.....	31
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2018.....	31
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets.....	31
4.1.2. Le crédit intérieur.....	31
4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2019	31
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets.....	31
4.2.2. Le crédit intérieur.....	31
ANNEXES	33

RESUME

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2018, le Fonds monétaire international (Fmi) table sur une croissance du PIB mondial de 3,7%, soit au même niveau qu'en 2017. Cette hausse reflète l'accélération de la croissance aux Etats-Unis ainsi que la bonne tenue de l'activité économique dans les grands pays émergents surtout l'Inde et la Chine. Dans les pays avancés, la croissance économique est attendue à 2,4% en 2018 contre 2,3% en 2017. Aux Etats-Unis, la croissance se renforcerait en 2018 pour s'établir à 2,9% contre 2,2% en 2017, à la faveur, notamment, de la reprise de l'activité dans l'industrie manufacturière. Dans la zone euro, elle s'établirait à 2,0% en 2018, suite à la politique budgétaire légèrement expansionniste et aux conditions financières accommodantes. En Afrique subsaharienne, la hausse des prix des produits de base renforcerait la reprise de l'activité économique qui afficherait un taux de croissance de 3,1% en 2018 contre 2,8%, un an plus tôt.

En 2018, au plan intérieur, les tendances demeurent favorables et le taux de croissance du PIB réel devrait se maintenir sur son rythme de plus de 6% acquis depuis 2015. En effet, la croissance devrait se consolider en dépit du contexte de relèvement des cours du pétrole brut. **Globalement, le taux de croissance de l'activité économique est attendue à 6,8%, contre 7,2% en 2017**, soit un ralentissement de 0,4 point de pourcentage imputable, en partie, au sous-secteur agriculture qui devrait afficher une hausse de 9,4% contre 16,8% en 2017.

Du côté des prix, **l'inflation** mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,3% en 2018 contre une estimation de 1,7% en 2017. Cette hausse des prix traduirait la remontée des cours du baril et ceux d'autres matières premières sur le marché international. En moyenne sur les neuf (9) premiers mois de 2018, l'inflation mesurée par l'IHPC est ressortie à 0,4% comparativement à la même période de 2017.

La gestion budgétaire en 2018 s'inscrit dans la poursuite de l'exécution des projets mis en œuvre dans le cadre du PSE. En cohérence avec les engagements dans le programme économique et financier appuyé par l'instrument à la politique économique (ISPE) conclu avec le Fonds monétaire international, elle s'articule également autour de la maîtrise des charges de fonctionnement dans le contexte de rationalisation des dépenses de consommation de l'État au regard de la priorité accordée aux dépenses d'investissement. En termes de mobilisation des ressources, les efforts seront portés, essentiellement, sur l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que le renforcement du contrôle. Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 475,2 milliards, soit 3,5% du PIB en 2018, contre 362,2 milliards (3,0% du PIB) en 2017, soit une détérioration de 0,5 point de pourcentage.

Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur en 2018, ils devraient être marqués par une détérioration du déficit du compte courant de 139 milliards. Cependant, ce

déficit serait intégralement financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (+284,9 milliards) pour faire ressortir un excédent du solde global de la balance des paiements de 258,0 milliards.

S'agissant de la **situation monétaire** en 2018, elle devrait se traduire par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+258,0 milliards), un léger repli des créances intérieures (-0,8%) et une expansion de la masse monétaire (+2,6%).

En 2019, l'activité économique devrait rester dynamique et se maintenir sur une tendance haussière à la faveur d'un environnement interne plus favorable, mais également grâce aux investissements structurants dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets et programmes du PSE dans sa deuxième phase. La consolidation des acquis et le renforcement du climat des affaires contribueraient à maintenir le dynamisme de l'activité économique. **Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 6,9% en 2019, contre 6,8% en 2018**, en liaison avec la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

S'agissant de l'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, elle est projetée à 1,9% en 2019 contre une prévision de 2,3% en 2018.

Au titre des **finances publiques**, la loi de finance initiale (LFI) 2019 a été élaborée dans un contexte de consolidation de la croissance économique. La gestion budgétaire continuera d'accompagner les différents secteurs sociaux ainsi que les secteurs productifs porteurs de croissance. Au total, le déficit budgétaire est projeté à 442,9 milliards, soit 3,0% du PIB en 2019, contre un objectif de déficit de 475,2 milliards (3,5% du PIB) prévu au titre de la LFR de l'année 2018.

En 2019, la situation des échanges avec le reste du monde ressortirait un déficit du compte des transactions courantes de 1054,3 milliards en 2019 contre 1026,6 milliards en 2018. Ce déficit devrait être compensé entièrement par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (+1220,8 milliards). Au total, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 166,5 milliards.

Enfin, au titre de la **situation monétaire**, il est projeté, en 2019, une augmentation des avoirs extérieurs nets de 166,5 milliards, un accroissement des créances intérieures de 10,4% et une expansion de la masse monétaire de 13,5%.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2018, le Fonds monétaire international (Fmi) table sur une croissance du PIB mondial de 3,7%, soit au même niveau qu'en 2017. Cette hausse reflète l'accélération de la croissance aux Etats-Unis ainsi que la bonne tenue de l'activité économique dans les grands pays émergents surtout l'Inde et la Chine.

Dans les pays avancés, la croissance économique est attendue à 2,4% en 2018 contre 2,3% en 2017. Aux Etats-Unis, la croissance se renforcerait en 2018 pour s'établir à 2,9% contre 2,2% en 2017, à la faveur, notamment, de la reprise de l'activité dans l'industrie manufacturière. Dans la zone euro, elle s'établirait à 2,0% en 2018, suite à la politique budgétaire légèrement expansionniste et aux conditions financières accommodantes.

L'activité dans les pays émergents et en développement s'établirait à 4,7% en 2018, en liaison avec le relèvement du cours du baril pour les pays exportateurs de pétrole mais également des cours d'autres matières premières. En 2018, en Inde, la croissance est projetée à 7,3% contre 6,7%, un an auparavant tandis que l'économie chinoise devrait progresser de 6,6%, soit un ralentissement de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017. En Afrique subsaharienne, la hausse des prix des produits de base renforcerait la reprise de l'activité économique qui afficherait un taux de croissance de 3,1% en 2018 contre 2,8%, un an plus tôt. Ce regain s'explique, en partie, par une amélioration de la croissance du Nigéria (+1,9%) grâce à la bonne tenue de la production agricole et une hausse significative de la production minière à la faveur d'un redressement des prix des produits de base.

En perspectives, l'activité économique mondiale resterait globalement inchangée pour 2019, en liaison avec la poursuite de la confiance des marchés financiers. Au total, la croissance mondiale s'établirait à 3,7% en 2019, portée par le regain d'activité dans les pays émergents et en développement (+4,7%) et, dans une moindre mesure, dans les pays avancés (+2,1%).

Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait tirée, notamment par la Chine et l'Inde avec des taux respectifs de 6,2% et 7,4% en 2019. En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance demeurent favorables avec une progression de l'activité économique prévue à 3,8% en 2019 en liaison avec le Nigéria (+2,3%) et l'Afrique du Sud (+1,4%).

Les perspectives de croissance dans les pays avancés devraient ressortir à 2,1% en 2019 contre 2,4% en 2018, cette baisse étant expliquée, en partie, par le ralentissement de l'activité économique de la zone euro, notamment, en Espagne (+2,2% contre 2,7% en 2018) et en Italie (+1,0% contre +1,2% en 2018). Aux Etats-Unis et au Japon, l'activité

économique devrait également décélérer en 2019 pour progresser respectivement de 2,5% et 0,9%, après 2,9% et 1,1% en 2018. En revanche, au Royaume-Uni, un regain de dynamisme est attendu avec une croissance prévue à 1,5%.

S'agissant du commerce mondial, il se renforcerait de 4,2% en 2018, soit un recul d'un (01) point de pourcentage en raison de la décélération du rythme des échanges des pays émergents et en développement (6,0% en 2018 contre 7,0% en 2017). Le dynamisme du commerce international devrait encore ralentir en 2019 (4,0% 2019 contre 4,2% en 2018), en liaison, principalement, avec les économies des pays avancés.

En ce qui concerne les matières premières, la progression des cours devrait se poursuivre en 2018. Les cours des matières premières hors combustibles s'inscriraient en hausse de 2,7% en 2018 contre un accroissement de 6,8% en 2017. Le cours du baril du pétrole (WTI) ressortirait en hausse de 31,4% pour se situer à 70,23 dollars en 2018. En 2019, les cours du pétrole ainsi que ceux des matières premières hors combustibles devraient se replier respectivement de 0,9% et de 0,7%.

Les prix à la consommation sont attendus en hausse de 2,0% en 2018 contre 1,7% un an auparavant dans les pays avancés. De même, dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'établirait à 5,0% en 2018 contre 4,3% en 2017. En 2019, le niveau général des prix ralentirait dans les pays avancés (+1,9%) contre une accélération dans les économies émergentes et en développement (5,2% contre 5% en 2018).

Quant au marché financier international, il serait particulièrement marqué en 2018 par le relèvement des taux de base de la Réserve Fédérale et les conditions financières encore accommodantes de la Banque Centrale Européenne (BCE). La Réserve Fédérale américaine a indiqué une fourchette du taux des fonds fédéraux de 25 points de base en fin juin avec une procédure de deux relèvements supplémentaires en 2018 et trois en 2019. Au niveau de la zone euro, la BCE a prévu de diminuer ses achats mensuels des actifs, de 30 milliards d'euros à 15 milliards d'euros, et de mettre fin à ce programme en décembre 2018 tout en maintenant ses taux directeurs à leur niveau actuel. Du côté des économies émergentes, plusieurs pays, notamment, les exportateurs de matières premières, ont relevé leurs taux directeurs pour notamment faire face à la dépréciation de leur monnaie et aux anticipations inflationnistes.

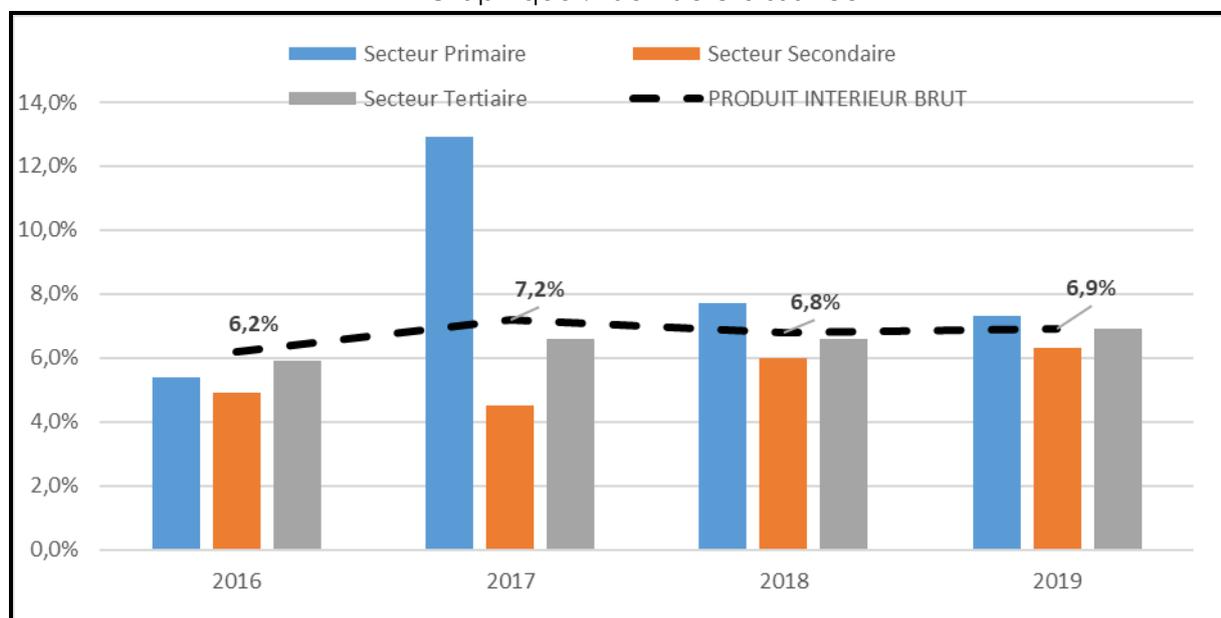
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1 ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2018

1.1.1 Les ressources du PIB

L'année 2018 marque le point d'achèvement de la première phase du PSE avec une mise en œuvre continue de projets structurants et de réformes phares. A ce titre, un diagnostic de l'activité économique fait ressortir le maintien de dynamisme avec un taux de croissance de plus 6% pour la quatrième année consécutive (6,4% en 2015 ; 6,2% en 2016 et 7,2% en 2017). En 2018 donc, cette dynamique devrait se consolider : **globalement, le taux de croissance de l'activité économique est attendue à 6,8%, contre 7,2% en 2017**, soit un ralentissement de 0,4 point de pourcentage imputable, en partie, au sous-secteur agriculture qui devrait afficher une hausse de 9,4% contre 16,8% en 2017.

Graphique : Taux de croissance



Source : DPEE

Dans le **secteur primaire**, l'activité devrait rester dynamique avec une progression attendue à 7,7%, malgré un ralentissement par rapport à 2017 (+12,9%). Cette bonne orientation du secteur primaire serait essentiellement liée aux performances des sous-secteurs agricole et des activités annexes, de l'élevage et de la pêche.

S'agissant du secteur de l'agriculture et des activités annexes, l'activité est projetée en hausse à 9,4% contre 16,8% en 2017. Il bénéficierait de la poursuite des actions initiées par l'État au titre de la seconde phase du PRACAS. Cette seconde étape devrait s'articuler autour des piliers que sont l'amélioration de la production et de la productivité des cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, niébé), l'optimisation des performances des filières industrielles, le développement des exportations de fruits et légumes et l'amélioration des taux de couverture des besoins nationaux en oignon,

pomme de terre et banane. Les objectifs de production fixés pour les cultures vivrières sont de 2,1 millions de tonnes pour le riz, 1,3 million de tonnes pour le mil, 350.000 tonnes pour le sorgho, 7000 tonnes pour le fonio et 180.000 tonnes pour le niébé. Pour ce qui est des filières de l'agriculture industrielle, les objectifs sont fixés à 2 millions de tonnes pour l'arachide, 120.000 tonnes pour la tomate et 45.000 tonnes pour le coton. Le Sénégal ambitionne également de consolider la production et le niveau d'exportations des fruits et légumes avec un objectif de 200.000 tonnes pour le haricot vert, la banane, la mangue et le melon. L'Etat entend également sécuriser la production horticole avec des niveaux de 650.000 tonnes pour l'oignon et 210.000 tonnes pour la pomme de terre.

Concernant le sous-secteur de l'élevage, l'activité ressortirait en hausse de 6,1% en 2018 contre 7,1% en 2017. Cette progression serait portée, notamment, par la production de lait, d'œuf et de volaille, mais également, par l'évolution positive du cheptel. Les abattages contrôlés, pour leur part, se renforceraient en rapport avec une lutte plus accentuée contre les pratiques clandestines. Tous ces efforts devraient se traduire par un raffermissement du sous-secteur de l'élevage.

Pour ce qui est du sous-secteur de la pêche, l'activité poursuivrait son ralentissement après le regain relevé en 2016. Elle ressortirait en hausse de 1,9% contre 7,1% en 2017, sous l'impulsion de la pêche industrielle. La pêche artisanale, pour sa part, devrait s'inscrire en baisse en liaison, notamment, avec la migration des poissons vers le sud mais également le retard noté dans la signature des accords de pêche avec la Mauritanie.

L'activité du **secteur secondaire** devrait se revigorer en 2018, suite aux ralentissements observés en 2016 et 2017. Ainsi, la croissance de la valeur ajoutée du secteur est projetée en hausse à 6,0% en 2018 contre 4,5% en 2017, à la faveur du bon comportement, particulièrement, des sous-secteurs des extractives, de la fabrication de produits agro-alimentaires, des matériaux de construction et des BTP, de la fabrication des produits chimiques ainsi que des travaux de sciage et rabotage du bois et de l'énergie. Le secteur devrait ainsi contribuer à hauteur de 1,4% à la croissance du PIB réel contre 1,1% en 2017.

Le sous-secteur des extractives continue de soutenir l'activité du secteur secondaire avec une croissance prévue à 9,8% en 2018 contre 5,6% en 2017. Cette situation s'explique par la bonne tenue de la production de phosphate, de zircon et de l'or, atténuée, toutefois, par le repli attendu dans la production d'attapulgite et de sel. S'agissant de la production de phosphate, elle est projetée en hausse de 32,4% en rapport avec la finalisation de la phase d'investissement entreprise par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) ainsi que le renforcement de la production au niveau de Société Minière de la Vallée du Fleuve (SOMIVA) et des Phosphates de LAM-LAM. Quant

à la production de zircon, la hausse est à mettre en liaison avec l'accélération de l'exploitation dans les gisements Grande côte et Niafarang, avec une production annuelle estimée 90000 tonnes par an. La production d'or, pour sa part, devrait se conforter de 8,2% et la production d'attapulгите ressortirait en hausse de 3,5%. En revanche, la production de sel s'inscrirait en baisse en 2018 (-9,2%). Les contreperformances relevées à ce niveau seraient imputables à une contraction de la demande, notamment, celle étrangère.

La bonne orientation du sous-secteur de la fabrication des produits agro-alimentaires est fortement liée aux branches « abattage, transformation et conserve des viandes », « fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie », « fabrication de corps gras alimentaires » et « fabrication de produits alimentaires céréaliers » qui ressortiraient en hausse, respectivement, de 3,2%, 16,4%, 8,5% et 7,1%. S'agissant de la transformation et conserve de viande, l'activité bénéficierait de la bonne tenue du sous-secteur de l'élevage en rapport le renforcement de l'abattage. En effet, sur les huit (08) premiers mois de l'année, l'abattage de viande est ressorti en hausse de 6,8% comparativement à la même période de 2017. Concernant la fabrication de « sucre, chocolaterie et confiserie », le renforcement attendu de l'activité de production serait lié, principalement, à la mise en œuvre du programme KT150, qui vise à produire 150 mille tonnes de sucre par le truchement d'une augmentation des superficies emblavées, d'un accroissement des rendements et d'une modernisation des raffineries. Par ailleurs, les industries d'huileries tireraient profit de la signature d'une convention entre l'Etat du Sénégal et les acteurs de la filière afin de faciliter la commercialisation de l'huile raffinée d'arachide. En outre, rien que sur les six (06) premiers de 2018, le niveau de collecte des graines d'arachide s'est établi à 187.366 tonnes contre 96.024 un an plus tôt. La production d'huile raffinée d'arachide s'est renforcée sur cette période avec un volume porté à 2 463 tonnes alors qu'aucune production n'a été réalisée à la même période de 2017. Par ailleurs, les activités de fabrication de produits alimentaires à base de céréales, d'aliments pour animaux et de « pain et pâtisserie » conforteraient le dynamisme de la production des produits agro-alimentaires. En revanche, la hausse attendue dans la fabrication de produits agro-alimentaires serait atténuée par le repli prévu dans les branches « conservation de fruits et légumes » (-4,0%) et « produits à base de tabac » (-14,3%). Globalement, le sous-secteur des produits agro-alimentaires devrait progresser de 4,1% en 2018.

Le sous-secteur des matériaux de construction serait marqué par une hausse de l'activité de l'ordre de 3,8% en 2018. Cette situation s'explique par la poursuite des travaux d'infrastructures routières et ferroviaires. S'agissant du sous-secteur de la construction, il devrait se consolider de 14,2% en 2018 contre 9,6% un an plus tôt. Cette

situation reflète le regain de la demande locale tirée par la poursuite des chantiers publics et ceux du secteur privé. Sur les huit (08) premiers mois de 2018, les ventes locales se sont déjà raffermies de 27,2% comparativement à la même période de 2017.

Dans le secteur de l'électricité et du gaz, il est attendu une hausse de la production d'électricité, notamment, celle liée à la basse tension, à la faveur d'une clientèle de plus en plus importante qui s'explique par le développement rapide de l'urbanisation mais aussi par les efforts de la SENELEC visant à renforcer sa production tout en minimisant les pertes sur le réseau de distribution. En outre, la production d'électricité s'est renforcée en liaison avec la mise en service de nouvelles centrales solaires. Globalement, le secteur devrait se conforter de 4,8% en 2018 contre 8,9% en 2017.

S'agissant de l'activité du sous-secteur « eau, assainissement et traitement des déchets », il est projeté en hausse de 2,8% en 2018. Cette situation s'explique par l'effort consenti par l'Etat dans les investissements afin de combler le déficit d'offre dans la région de Dakar. Par ailleurs, la production d'eau serait renforcée dans le monde rural en rapport avec la mise en œuvre du PUDC¹ qui a favorisé la construction et la mise en service de nombreux forages.

Au chapitre des produits chimiques, l'activité devrait rester sur une bonne trajectoire de croissance, reflétant la disponibilité du phosphate grâce aux importants investissements opérés par les ICS. Ainsi, l'année 2018 devrait être marquée par l'atteinte des objectifs de production d'acide phosphorique. Les exportations dudit produit se renforceraient en liaison avec la résolution des problèmes de congestion au niveau du port de Dakar. En effet, en cumul sur les huit (08) premiers mois de 2018, les exportations d'acide phosphorique ont progressé de 18,4% contre 7,0% à la même période de 2017. La production d'engrais enregistrerait, par ailleurs, un regain traduisant aussi bien les besoins croissants du sous-secteur agricole, grâce, notamment, au PRACAS² que la bonne tenue de la demande étrangère. Au total, le sous-secteur est projeté en hausse de 11,9% en 2018, après une hausse estimée à 17,8 % en 2017.

L'activité de raffinage afficherait une hausse de 2,4% en 2018 contre 2,8% en 2017. Cette hausse moins rapide est à mettre en liaison avec les conditions financières de la SAR moins favorables dans un contexte de remontée des cours du baril du pétrole. Sur les huit (08) premiers de 2018, les cours du baril du pétrole Brent se sont renchérissés de 37,9% comparativement à la même période de l'année précédente. En conséquence,

¹ Programme d'urgence de développement communautaire

² Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise

sur cette même période, les quantités importées d'huiles brutes de pétrole se sont contractées de 23,8% tandis que celles raffinées se sont accrues de 37,2%.

La tendance haussière du secteur secondaire en 2018 serait, également, soutenue par l'« égrenage de coton et fabrication de textiles » (+2,6% contre +1,7% en 2017), sous l'impulsion de la branche « filature, tissage et anoblissement du textiles » (+5,0% contre +2,2% en 2017) et de la fabrication d'articles d'habillement (+1,6% contre +1,5% en 2017). L'activité d'égrenage de coton devrait se consolider en 2018 (+3,7%), malgré la perte de compétitivité de la culture de coton relativement à d'autres spéculations.

En revanche, le rythme de progression du secteur secondaire serait atténué par les contreperformances notées dans certaines branches d'activités, notamment, la fabrication de produits pharmaceutiques (-21,0% en 2018 contre -13,8% en 2017) et la fabrication d'autres matériels de transport (-4,6% contre +5,3% en 2017).

Globalement, malgré les contreperformances relevées sur certaines branches d'activités, le secteur secondaire reste sur une bonne trajectoire de croissance, laquelle, par ailleurs, est nécessaire pour réussir le pari de la transformation structurelle de l'économie sénégalaise décliné dans le PSE.

En 2018, le **secteur tertiaire** poursuivrait sa tendance haussière enregistrée sur la période récente. La croissance dudit secteur ressortirait à 6,6% contre 6,7%, un an plus tôt. Cette évolution favorable reflèterait, principalement, la bonne tenue des activités de commerce, de transports mais aussi des services financiers et immobiliers, en sus de l'orientation positive attendue dans les télécommunications et les services d'hébergement et de restauration. La contribution la croissance du PIB réel ressortirait à 3,1 points de pourcentage en 2018, soit au même niveau qu'en 2017.

Les activités commerciales sont projetées en hausse de 5,8% de croissance. Elles tireraient profit de l'accroissement de la demande intérieure, dans un contexte de renforcement du parc automobile et de maintenance du matériel agricole et industriel. Les ventes de carburant et de pièces détachées qui sont ressorties, en moyenne, sur les huit (08) premiers mois de 2018, en hausse respectivement de 11,8% et 14,9%, devraient soutenir davantage le secteur du commerce.

Au niveau des services financiers et d'assurance, une croissance toujours vigoureuse est attendue (+8,1% contre +16,5% en 2017), sous l'effet de la bonne orientation du crédit bancaire en rapport avec l'environnement interne marqué par les besoins pour la mise en œuvre des projets structurants du PSE. Le sous-secteur profiterait également de la mise en place des bureaux d'information sur le crédit (BIC) qui faciliteraient l'accès au crédit bancaire.

S'agissant du sous-secteur du transport, le dynamisme est porté, notamment, par le transport routier et la bonne orientation des activités portuaires conjugués au renforcement du transport aérien. L'activité de transport est projetée en hausse de 11,7% contre 10,5% en 2017. En effet, le transport routier continue de bénéficier du renouvellement du parc des transports en commun et de l'élargissement du réseau routier mais également de la bonne orientation des activités de production dans les secteurs primaire et secondaire qui utilisent les services de transport par la route. Les activités portuaires, pour leur part, resteraient très dynamiques en liaison avec la bonne tenue des exportations et des importations. Quant au transport aérien, il devrait se revigorer sous l'impulsion du nouvel aéroport international de Dakar (AIBD) mais, également, du démarrage effectif des vols de la nouvelle compagnie Air Sénégal.

Les services d'information et de communication se maintiendraient à 4,0%, avec un regain d'activité des services de télécommunications attendu à 4,4% contre 1,8% en 2017, en liaison avec l'élargissement du réseau 4G. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux opérateurs dans la fourniture d'accès à Internet (FAI) et MVNO³ permettrait de renforcer la concurrence et de stimuler le sous-secteur. Le marché de l'internet est sur une bonne dynamique de progression, bénéficiant, notamment, de la croissance du parc mobile (+9,5%, en moyenne sur les six (6) dernières années) et de l'offre de l'internet mobile dont la pénétration était de plus 62% en 2017.

Concernant les activités immobilières, leur croissance est projetée à 8,3% contre 8,1% en 2017, en phase avec l'orientation de la demande en logement. L'aménagement de nouvelles zones à usage d'habitation à la périphérie de Dakar contribuerait au raffermissement des activités immobilières à court-moyen terme.

Au chapitre des services d'hébergement et de restauration, l'activité progresserait de 6,5% en 2018 contre une estimation de 15,0% en 2017. Cette situation est le reflet de la poursuite de la relance de l'activité touristique, à la faveur des mesures d'accompagnement initiées par l'Etat pour pallier les difficultés structurelles. L'activité bénéficierait également du renforcement du tourisme d'affaires et de la maîtrise de la situation sécuritaire par les autorités. Toutefois, le ralentissement attendu dans le sous-secteur dénote, notamment, des retards d'exécution de quelques projets de renforcement de l'offre touristique.

1.1.2. Les emplois du PIB

Relativement à **la demande**, la consommation finale devrait se maintenir en hausse de 7,5% en 2018, soit un ralentissement de 0,9 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Aussi, son poids par rapport au PIB est projeté à 85,5% en 2018,

³ *Mobile Virtual Network Operator*

contre 86,1% en 2017. En conséquence, le taux d'épargne intérieure ressortirait à 14,5% contre 13,9% en 2018, soit un raffermissement de 0,6 point de pourcentage. Pour ce qui est de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle augmenterait de 12,5% en 2018, tirée, principalement, par sa composante privée avec une hausse de 14,6%. La FBCF publique, pour sa part, afficherait une hausse de 7,9% et serait portée par les importants projets en cours d'exécution, notamment, les travaux du Train Express Régional, des autoroutes à péage Diamniadio-Thiès et Thiès-Touba. Au total, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF est projeté à 25,0%. En outre, la contribution de la FBCF à la croissance du PIB s'établirait à 3,2 points de pourcentage. Globalement, la demande intérieure devrait se consolider, en termes réels, de 7,9% en 2018 contre 7,5% en 2017.

S'agissant de la demande extérieure, les importations et les exportations de biens et services sont attendues, en termes réels, en hausse respectivement de 10,6% et 7,2% en 2018. La forte progression des importations serait imputable à la hausse des achats à l'étranger de biens d'équipement, dans un contexte de mise en œuvre des projets d'investissement dans le cadre du PSE.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au titre des prix, l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,3% en 2018 contre une estimation de 1,7% en 2017. Cette hausse des prix traduirait la remontée des cours du baril et des autres matières premières sur le marché international. Néanmoins, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), serait maintenue en deçà du seuil communautaire de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Déjà, en moyenne sur les neuf (9) premiers mois de 2018, l'inflation mesurée par l'IHPC est ressortie à 0,4% comparativement à la même période de 2017.

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré, en moyenne sur les neuf (9) premiers mois de 2018, des pertes évaluées à 0,9% par rapport à la même période en 2016. Cette situation traduit l'appréciation du FCFA (+4,5%) par rapport aux monnaies des principaux partenaires, atténuée, toutefois, par le différentiel d'inflation favorable (-3,6%).

1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2019

1.2.1. Les ressources du PIB

L'activité économique devrait donc se maintenir sur une tendance haussière à la faveur d'un environnement interne plus favorable, mais également grâce aux investissements structurants dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets et programmes du PSE dans sa deuxième phase. La consolidation des acquis et le renforcement du climat des affaires contribueraient à maintenir le dynamisme de l'activité économique.

L'année 2019, première année de mise en œuvre du PAP II du PSE, sera particulièrement marquée par la consolidation des acquis, le renforcement des programmes sociaux (PUDC, PNBSF⁴, etc.) et le lancement des projets et réformes dans des domaines tels que l'administration publique, la santé, l'éducation et la formation professionnelle, l'agriculture, la pêche, l'artisanat et le financement des PME/PMI, des femmes et des jeunes. Toutes ces actions soutiendront une croissance forte et inclusive. **Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 6,9% en 2019, contre 6,8% en 2018**, en liaison avec la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Dans le **secteur primaire**, l'activité est attendue en hausse de 7,3% en 2019 contre 7,7% en 2018. Elle serait tirée, essentiellement, par les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Pour ce qui est du sous-secteur agricole et des activités annexes, l'année 2019 devrait consolider les acquis et renforcer davantage la production des principales spéculations, notamment, le riz, l'oignon, la pomme de terre, l'arachide, le mil-sorgho et les produits horticoles. En outre, la mise œuvre de la deuxième phase du PRACAS devrait mettre l'accent sur le maintien des actions au profit du sous-secteur en termes de mise à disposition d'intrants de qualité et de facilitation de l'accès des producteurs aux matériels agricoles. Le renforcement de la maîtrise de l'eau à travers, entre autres, les aménagements hydro-agricoles dans le Delta du fleuve Sénégal et la vallée de l'Anambé, devrait constituer un atout conséquent dans la réalisation des objectifs de production de riz et des produits horticoles. Au total, la croissance de l'agriculture et des activités annexes est projetée à 8,3% en 2019 contre 9,4% en 2018.

L'activité d'élevage, pour sa part, se renforcerait de 6,3% en 2019 contre 6,1% un an auparavant. Le sous-secteur bénéficierait de l'amélioration de la santé animale, de

⁴ Programme de bourses de sécurité familiale

l'augmentation de la productivité et des productions animales mais également de la modernisation des unités de production. Par ailleurs, la poursuite du programme d'importations d'animaux de race pure, le renforcement de l'insémination artificielle, l'installation de fermes avicoles et l'amélioration de la fiscalité sur le lait contribueraient à la bonne dynamique du sous-secteur de l'élevage.

Concernant le sous-secteur de la pêche, la stratégie des autorités est articulée, d'une part, autour de la gestion et la valorisation durable des ressources halieutiques et, d'autre part, autour de la promotion de l'aquaculture. Il s'agira de : (i) réguler l'accès aux ressources halieutiques maritimes et continentales ; (ii) développer des plans d'aménagement des pêcheries et ; (iii) restaurer les écosystèmes et les plans d'eau douce et mettre en place des infrastructures de soutien au développement de l'aquaculture. Cependant, le problème de la rareté des ressources continuerait de représenter une contrainte à l'augmentation du niveau des débarquements alors que le renouvellement des licences de pêche, notamment dans la zone de Saint-Louis, n'est pas encore acquis. Ainsi, le sous-secteur afficherait une timide hausse de 3,3 % en 2019 contre une progression de 1,9% en 2018.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité resterait dynamique en 2019, à la faveur de la poursuite de l'exécution des projets structurants du PSE et de la vigueur des industries en rapport avec la mise en œuvre du PAP II de la stratégie d'émergence. L'activité du secteur est, ainsi, attendue en hausse de 6,3% en 2019 contre 6,0% en 2018. Elle profiterait, principalement, de la bonne tenue des sous-secteurs des extractives, des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction, de la fabrication de produits chimiques, de la fabrication de produits agro-alimentaires et de l'énergie.

Au titre de l'année 2019, les activités extractives devraient se consolider de 11,9%, en liaison avec le développement de la filière phosphate/fertilisant. En effet, les ICS comptent renforcer la production de phosphates (2 millions de tonnes de phosphates). Dans le même sillage, la SOMIVA devrait atteindre sa pleine capacité de production (1.000.000 tonnes de phosphates). Pour ce qui est de la production de zircon, une accélération est attendue en 2019, avec l'exploitation dans les mines de Niafrang. Concernant la production d'or, elle se conforterait grâce à l'exploitation de nouveaux gisements notamment, ceux de Pétéwole, Niamia et Makabingui. L'encadrement des activités d'orpaillage renforcerait la production d'or.

Dans la construction, l'activité serait marquée par la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'État, en l'occurrence, l'autoroute Thiès-Touba, la deuxième section de la Voie de Dégagement Nord sur l'axe Cices-Golf, le pôle urbain de Diamniadio ainsi que la poursuite des programmes d'habitat social. A cet effet, le sous-secteur s'inscrirait en hausse de 8,9% en 2019 contre une hausse de 14,2% en 2018. En liaison avec

l'évolution des BTP, le sous-secteur des matériaux de construction devrait rester dynamique malgré les perspectives de ralentissement de la demande étrangère. En effet, en rapport avec les exportations de ciment au Mali, la concurrence des pays tels que le Maroc, la Côte d'Ivoire et l'Inde contribuerait à réduire davantage la demande étrangère sur ce produit. Au total, l'activité du sous-secteur est attendue en hausse de 4,1% en 2019 contre 7,5% en 2018.

Dans le domaine du raffinage de pétrole, l'activité est attendue en hausse de 2,0% en 2019 dans un contexte de faible repli des cours du baril de pétrole. En effet, les dernières prévisions du FMI (juillet 2018) tablent sur une contraction du cours du baril de 1,8% en 2019 contre une hausse de 33,0% en 2018. Ce repli devrait être profitable à l'activité de raffinage à travers un renforcement des importations d'huiles brutes de pétrole.

En matière de fabrication de produits chimiques de base, la trajectoire de relance observée depuis 2015, devrait se consolider avec une croissance attendue à 10,9% en 2019. La poursuite du programme de réhabilitation de l'outil productif de l'entreprise devrait permettre de rehausser le niveau de production d'acide phosphorique et d'engrais grâce à une bonne disponibilité du phosphate. La production d'engrais, pour sa part, serait, en partie, revigorée par les bonnes perspectives dans l'agriculture, sous l'impulsion de la volonté de l'État de renforcer la mise à disposition des intrants aux producteurs. Toutefois, la fabrication de produits chimiques devrait être amoindrie, par le repli de la fabrication de produits pharmaceutiques (-19,5%) et le ralentissement de l'activité dans la branche « savons, parfums et produits d'entretien » (+4,9% contre +6,9% en 2018).

S'agissant des industries agro-alimentaires, l'activité des corps gras alimentaires s'améliorerait à la faveur des dispositions prises par les autorités pour un meilleur encadrement de la collecte de graines d'arachide et la poursuite du redressement de SONACOS SA. Ainsi, le sous-secteur des huileries progresserait de 9,6%, après une hausse de 8,5% en 2018. Dans la transformation et la conservation de viande, l'activité est prévue en hausse de 4,0% contre une progression de 3,5%, attendue en 2018, en liaison, avec la bonne orientation de l'élevage. Quant à la branche « transformation et conservation de poisson et mollusques », elle resterait sur une tendance haussière sous l'hypothèse d'un meilleur accès à l'intrant de base en rapport avec les débarquements de la pêche. Dans le même sillage, les sous-secteurs de la fabrication du riz décortiqué et farines, de la fabrication de sucre et de la fabrication de produits alimentaires céréaliers se renforceraient, respectivement, de 5,3%, 16,5% et 7,3%.

Dans le sous-secteur de l'électricité, la réhabilitation des capacités de production de SENELEC sera poursuivie ainsi que l'élargissement du réseau de production

d'électricité. Le sous-secteur bénéficierait, par ailleurs, des avancées dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que de l'amélioration de la qualité de service. Les réalisations dans le programme d'électrification rurale et les investissements espérés dans le cadre du deuxième compact du Millenium Challenge Corporation (MCC) avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique seraient, également, profitables au sous-secteur. Ainsi, il devrait ressortir en hausse de 6,4% en 2019 contre 4,8% en 2018.

Dans le domaine de l'eau, le niveau de production se conforterait, sous l'effet des investissements visant à accroître l'offre. La production de cette branche devrait se renforcer avec la mise en service de nombreux forages dans le monde rural en rapport avec le PUDC. Par ailleurs, la mise en œuvre du projet de centrale d'énergie solaire de 8 Mw au surpresseur de Carmel et Forages de Pout contribuerait à réduire les pertes de production dues aux délestages et, ainsi, assurer une meilleure continuité du service. Dans ce contexte, le sous-secteur est, globalement, projeté en hausse de 4,8% en 2019, contre 2,8% en 2018.

Dans le **secteur tertiaire**, l'activité serait en phase avec la bonne orientation du secteur primaire et le dynamisme attendu dans le secteur secondaire. Le secteur progresserait de 6,9% en 2019, pour une contribution de 3,2 points de pourcentage à la croissance du PIB. L'essentiel des branches d'activités contribueront au dynamisme attendu dans le secteur tertiaire, en particulier, les activités de commerce, de transports ainsi que les services financiers et les services d'hébergement et de restauration.

Pour ce qui est du sous-secteur des transports, l'activité devrait profiter de la dynamique dans l'industrie et le commerce. Le sous-secteur a enregistré d'importants financements publics pour répondre à la demande de service de qualité. Ainsi, la poursuite de l'élargissement du réseau routier en plus du renouvellement du parc automobile devraient booster le transport routier. En outre, la finalisation des tronçons de l'autoroute à péage Diamniadio-Thiès et Thiès-Touba améliorerait le service. Le transport ferroviaire se renforcerait, quant à lui, grâce notamment à la livraison et la mise en service du TER attendues en début d'année 2019. Sur le plan aérien, l'activité se consoliderait dans la perspective d'atteinte par la nouvelle compagnie Sénégal Air de ses objectifs de résultat. A cela s'ajoute, la poursuite de la modernisation et du renforcement de la compétitivité du Port autonome de Dakar. Au total, la croissance du sous-secteur est attendue à 12,7% en 2019.

En ce qui concerne les services d'hébergement et de restauration, la relance observée à partir de 2016 devrait se poursuivre grâce, notamment, à l'accompagnement de l'Etat visant à rendre le tourisme plus compétitif. Le Sénégal offre de nouvelles perspectives touristiques, en particulier, le tourisme d'affaires et le tourisme sportif relativement aux disponibilités actuelles d'infrastructures modernes de standard

international. A court-moyen terme, en plus de la réhabilitation des aéroports régionaux, l'installation des nouvelles stations balnéaires de Mbodjiène et de Pointe Sarène ainsi que la promotion de la destination « Casamance » visant également à développer le micro-tourisme permettraient de rehausser l'activité du sous-secteur. La croissance du sous-secteur est projetée en hausse de 12,5% en 2019.

Les services financiers et d'assurance devraient bénéficier du dynamisme de l'économie. La demande en produits d'assurance en rapport avec le développement des secteurs agricole et industriels serait particulièrement importante. Par ailleurs, le recours plus qu'en 2018 au financement intérieur par l'Etat du Sénégal devrait stimuler la demande de crédit. Ainsi, le sous-secteur ressortirait en hausse de 8,0% en 2019.

Les activités immobilières, pour leur part, progresseraient de 7,5% en 2019. Ce résultat serait le fait des importants programmes en cours d'exécution, notamment, dans la périphérie de Dakar, en l'occurrence dans les zones urbaines de Diamniadio et de Lac Rose.

L'activité du secteur tertiaire profiterait également de la bonne tenue des activités commerciales et des services d'information et de communication.

Les activités commerciales resteraient vigoureuses avec une croissance escomptée à 5,1%, sous l'effet de la bonne tenue de la demande, dans un environnement marqué par la faible progression des prix intérieurs.

S'agissant des services de télécommunication, la téléphonie mobile et l'internet mobile devraient se maintenir sur une bonne tendance, à la faveur de la concurrence entre les différents opérateurs et de l'élargissement de la licence 4G à tous les opérateurs. En outre, les télécommunications, attendues en hausse de 2,8%, bénéficieraient des services renforcés de nouveaux opérateurs dans la fourniture d'accès à Internet (FAI) et MVNO. Ainsi, l'activité des services d'information et de communication est projetée à 4,6% en 2019.

1.2.2. Les emplois du PIB

Au chapitre de **la demande finale**, en 2019, la consommation finale se maintiendrait en hausse de 6,3% et représenterait 84,2% du PIB contre une prévision de 85,5% en 2018, reflétant, ainsi, un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui passerait de 14,5% en 2018 à 15,8% en 2019.

Pour sa part, l'investissement mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est projeté en accroissement de 17,7%, en liaison avec l'orientation favorable de ses composantes publique (+9,5%) et privée (+21,2%). En effet, l'investissement public devait se poursuivre à travers, entre autres, la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures de dernière génération, à l'image du TER, des projets routiers, les infrastructures en milieu

rural, sans compter le nouveau compact du MCC qui vise essentiellement l'amélioration de l'offre énergétique. Quant à l'investissement privé, il devrait fortement progresser, notamment, en termes d'IDE, en rapport avec les travaux d'installation pour l'exploitation du pétrole et du gaz, prévue à partir de l'année 2022. Au total, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, devrait s'établir à 27,6% en 2019. Globalement, la demande intérieure se consoliderait, en termes réels, de 6,2% contre 7,9% en 2018.

Du côté de la demande extérieure, les importations et les exportations de biens et services sont projetées respectivement en hausse de 10,5% et 6,8% en 2019.

1.2.3. Inflation

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB est projetée à 1,9% en 2019 dans un contexte de stabilité relative des cours du pétrole brut. Elle se maintiendrait ainsi en dessous du seuil de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2018

La gestion budgétaire en 2018 s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets du PSE. En cohérence avec les engagements dans le cadre du programme ISPE, elle s'articule également autour de la maîtrise des charges de fonctionnement dans le contexte de rationalisation des dépenses de consommation de l'État au regard de la priorité accordée aux dépenses d'investissement. En termes de mobilisation des ressources, les efforts sont portés, essentiellement, sur l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que le renforcement du contrôle. Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 475,2 milliards, soit 3,5% du PIB en 2018, contre 362,2 milliards 3,0% du PIB en 2017, soit une détérioration de 0,5 point de pourcentage.

2.1.1. Les Recettes budgétaires

Les **ressources totales** de l'État sont projetées en hausse de 9,4% (+222,8 milliards) ; elles devraient, ainsi, passer de 2376,6 milliards en 2017 à 2599,4 milliards en 2018. Elles sont constituées de recettes budgétaires pour une valeur de 2295,4 milliards, des dons à hauteur de 274 milliards et des ressources du FSE pour un montant de 30 milliards.

S'agissant des recettes budgétaires, projetées en hausse de 18,2%, elles sont réparties en recettes fiscales pour 2145,8 milliards (+16%) et en recettes non fiscales pour 149,1 milliards (+53,8%). La bonne orientation des recettes fiscales est imputable aussi bien aux impôts directs qu'aux impôts indirects.

Concernant les impôts directs, ils sont attendus à 640,1 milliards en 2018 après une réalisation de 558,7 milliards en 2017, soit un accroissement de 81,4 milliards. Cette augmentation reflète, principalement, les performances attendues au niveau des impôts sur les revenus (376,2 milliards) et des impôts sur les sociétés (203,6 milliards), qui devraient enregistrer des hausses respectives de 21,3% et 6,2%. Le bon comportement de l'IS tirerait profit, essentiellement, de la bonne tenue de l'activité non agricole en 2017. A l'inverse, la CFCE⁵ devrait enregistrer une baisse de 3,9 milliards pour s'établir à 10,0 milliards. Ce repli résulte de l'affectation progressive de la CFCE au fonds dédié à la formation professionnelle.

Au titre des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs (hors produits pétroliers) sont projetées à 524,4 milliards, se confortant, ainsi, de 16,6%. Cette situation reflète la bonne dynamique observée sur les recouvrements au titre de la TVA⁶ intérieure hors pétrole et de la taxe sur les activités financières qui devraient augmenter, respectivement, de 19,3% et 16,8%, pour s'établir à 343,2 milliards et 64,4 milliards.

⁵ Contribution forfaitaire à la charge des employeurs

⁶ Taxe sur la valeur ajoutée

Globalement, les taxes intérieures sur biens et services bénéficieraient de la baisse progressive des crédits de TVA, des actions entreprises par la DGID pour le renforcement du contrôle et de la gestion optimale des prises en charge. La mobilisation au titre des taxes sur les biens et services devrait également profiter de la taxe spéciale sur le ciment et de la contribution pour le développement économique (CODEC) qui sont attendues, respectivement, à 12,5 milliards et 16,5 milliards.

Au niveau du cordon douanier, les recettes sont projetées à 710,9 milliards en 2018 contre 648,9 milliards, l'année précédente, soit un accroissement de 9,6% (+62,1 milliards). Cette hausse serait, en partie, soutenue par les taxes prélevées au titre des produits hors pétrole, lesquelles sont attendues à 601,5 milliards (répartis en TVA hors pétrole pour 329,5 milliards et en droits de porte hors pétrole à hauteur de 272,0 milliards), soit une progression de 67,4 milliards (+12,6%).

Concernant les recettes pétrolières (y compris le fonds de stabilisation des importations de produits pétroliers (FSIPP)), elles sont projetées à 227,4 milliards contre 254,9 milliards en 2017, soit une baisse de 27,5 milliards (-10,8%). Cette orientation défavorable reflète le repli des recettes mobilisées au titre de la TVA à l'import sur le pétrole (-26,6 milliards) et du FSIPP (-9,8 milliards). Cette situation s'expliquerait principalement par la remontée progressive des cours du baril de pétrole, doublée d'une appréciation du dollar dans un contexte de maintien de la stabilité des prix à la pompe. En revanche, les droits de douane sur le pétrole s'établiraient à 27,2 milliards contre 18,2 milliards un an auparavant, soit une hausse de 49,9% (+9,1 milliards). Cette situation serait en liaison avec l'amélioration de la base taxable retenue pour les droits de douane. La taxe spécifique sur la consommation des produits pétroliers devrait enregistrer une hausse de 6,2 milliards en 2018.

Au total, la pression fiscale au titre de 2018 ressortirait à 16,0% du PIB contre 15,0% l'année précédente, soit un gain de 1,0 point de pourcentage. Cette amélioration serait le fait, d'une part, de la vigueur de l'activité économique dans un contexte de mise en œuvre du PSE et, d'autre part, des mesures de modernisation et de simplification du dispositif fiscal conjuguées au renforcement des contrôles aussi bien au cordon qu'au niveau intérieur. Toutefois, le ratio reste en-dessous du plancher communautaire de 20%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

2.1.2. Les Dons

S'agissant des dons, attendus à hauteur de 274 milliards, ils sont composés des dons budgétaires pour 37 milliards et des dons en capital projetés à 237 milliards. Les dons devraient progresser, ainsi, de 9,5 milliards par rapport à l'année précédente, à la

faveur, essentiellement, d'une amélioration des dons en capital (+21,9 milliards) alors que les dons budgétaires devraient s'inscrire en baisse (-12,4 milliards).

2.1.3. Les Dépenses publiques

Les **dépenses totales** sont prévues à 3074,6 milliards à fin 2018 contre 2738,8 milliards en 2017, soit un accroissement de 335,8 milliards (+12,3%). Cette progression s'explique par les efforts consacrés au renforcement des investissements et par la maîtrise des dépenses courantes.

En effet, les dépenses d'investissement devraient s'accroître de 149,8 milliards pour s'établir à 1226,9 milliards en 2018. Cette progression est tirée par les dépenses d'investissement sur ressources internes et par celles sur ressources externes, projetées respectivement à 709,9 milliards (+14,4%) et 517 milliards (+13,2%). Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » devrait ressortir, ainsi, à 33,3% en 2018. Ce niveau reflète, notamment, la poursuite de l'exécution des projets d'investissement structurants dans le cadre du PSE. Les dépenses en capital sur ressources extérieures, pour leur part, sont estimées à fin 2018 à 517,0 milliards, soit une augmentation de 60,5 milliards.

Quant aux dépenses courantes, elles devraient passer de 1661,8 milliards à 1847,6 milliards entre 2017 et 2018, soit une hausse de 186 milliards (+11,2%), imputable, essentiellement, à la hausse des intérêts sur la dette et de la masse salariale, atténuée, toutefois, par l'évolution modérée des dépenses de fonctionnement. En effet, les charges d'intérêts sur la dette publique et la masse salariale sont projetées respectivement à 263,2 milliards et 683,0 milliards en 2018. La progression des charges d'intérêts sur la dette est imputable, principalement, à celle extérieure qui passerait de 178,3 milliards en 2017 à 218,0 milliards en 2018, soit une hausse de 22,3%, sous l'impulsion de l'Euro obligation. Celles relatives à la dette intérieure devraient enregistrer une baisse de 10,4 milliards (-18,7%) en valeur relative consécutive à la diminution ponctuelle des interventions globales sur le marché financier sous régional.

Les dépenses de personnel, pour leur part, sont prévues à 683,0 milliards en 2018 et devraient enregistrer une progression de 13,8%, en liaison avec la prise en charge des revendications salariales de certains secteurs sociaux. Toutefois, le ratio de la « masse salariale rapportée aux recettes fiscales » est projeté à 31,8% contre 32,5% en 2017. Les « autres dépenses courantes » sont programmées à 901,5 milliards en 2018, soit une augmentation de 73,6 milliards (+8,9%) sur un an, en liaison, notamment, avec la hausse de 16,5% des transferts et subventions (585,5 milliards en 2018 contre 502,4 milliards en 2017), amoindrie par les montants alloués aux charges de fournitures et entretien.

2.1.4. Le Financement

Le déficit budgétaire, projeté à 475,2 milliards en 2018, devrait être financé à travers notamment des acquisitions nettes d'actifs financiers pour un montant de 72 milliards et une accumulation de passifs à hauteur de 547,2 milliards.

Concernant les passifs, la partie extérieure devrait contribuer à hauteur de 912 milliards en liaison avec l'émission de l'Euro obligation (1184 milliards), la prise en compte des prêts projets (280 milliards) et des tirages sur prêts programmes (62 milliards). En termes de remboursement, l'amortissement de la dette extérieure existante est projeté à 150,6 milliards.

2.1.5. La Dette publique

L'encours de la dette publique totale devrait s'établir à 6467,6 milliards au terme de l'année 2018 contre un montant de 5848,5 milliards en 2017, soit un accroissement de 10,6%. L'encours de la dette serait composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 5395,2 milliards et 1072,5 milliards.

Le ratio de l'encours au PIB devrait s'accroître de 0,5 point de pourcentage, passant de 47,7% du PIB en 2017 à 48,2% du PIB à fin 2018 ; il demeure ainsi en dessous de la norme communautaire fixé à 70% du PIB.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2018, il devrait représenter respectivement 17% des recettes budgétaires et 12,5% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2019

La loi de finances initiale (LFI) au titre de l'année 2019 a été élaborée dans un contexte global marqué, d'une part, par la poursuite de la consolidation du rythme de croissance économique à la faveur des ambitieux programmes de développement économique mis en œuvre dans le cadre du PSE, et d'autre part, par les défis majeurs en terme de renforcement du recouvrement des ressources internes en vue de conforter les marges de manœuvre budgétaires.

La politique budgétaire continuera d'accompagner les différents secteurs sociaux ainsi que les secteurs productifs porteurs de croissance à travers, surtout la consolidation des acquis (PUDC, PNBSF, etc.) et les actions telles que celles dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat et du financement des PME/PMI. Les orientations budgétaires s'articuleront également dans la trajectoire de maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du programme économique et financier soutenu par l'ISPE. Au total, le déficit budgétaire

est projeté à 3,0% du PIB en 2019 contre un objectif de 3,5% du PIB prévu au titre de l'année 2018.

2.2.1. Les Recettes budgétaires

Les ressources totales de l'État devraient s'établir à 2971,6 milliards en 2019, soit un accroissement de 14,3% comparativement à l'année 2018 (2599,4 milliards). Elles sont composées essentiellement de recettes budgétaires programmées à 2657,4 milliards, de dons à hauteur de 284,2 milliards ainsi que de recettes propres du FSE pour un montant de 30 milliards. La progression des ressources serait tirée essentiellement par les recettes fiscales. Ces dernières devraient progresser de 18,1% grâce singulièrement aux performances attendues de la mobilisation des recettes fiscales dans un contexte de forte croissance économique, à l'impact du rapatriement de taxes parafiscales (Taxe d'usage des routes, Prélèvement de soutien à l'énergie, et CFCE, etc.), mais également de la réduction significative des dépenses fiscales, ainsi que de la stabilisation des recettes pétrolières.

En termes d'impôts directs, les recouvrements sont attendus à 732,8 milliards en 2019, soit en progression de 14,5% comparativement à 2018. La hausse serait tirée notamment par l'impôt sur les sociétés (233,7 milliards) et l'impôt sur le revenu (433,8 milliards), lesquels enregistreraient des hausses respectives de 14,8% et 15,3%. Cette situation devrait bénéficier des performances escomptées dans la plupart des secteurs d'activité économique en 2018 et 2019. Toutefois, cette orientation serait atténuée par la quasi stabilité des ressources de la CFCE, programmées à 10 milliards, soit au même niveau qu'en 2018, en raison de son affectation progressive au Fonds de la formation professionnelle.

S'agissant des impôts indirects, ils sont globalement prévus, en hausse de 22,9%, pour se situer à 1635,8 milliards contre 1331,5 milliards dans la loi de finance rectificative (LFR) de 2018. Cette nette amélioration, qui prend en compte le rapatriement, proviendrait essentiellement de la collecte de la TVA qui passerait de 756,3 milliards à 902,5 milliards (répartie en TVA intérieure pour 437,2 milliards et en TVA à l'importation pour 465,3 milliards), soit une hausse de 19,3%. Les taxes spécifiques sur la consommation (220,5 milliards dont 36 milliards au titre de la TUR⁷) et les droits de porte (389,3 milliards dont 30 milliards au titre du FSE) devraient également contribuer à la mobilisation des recettes.

Globalement, la pression fiscale est attendue à 17,3% du PIB en 2019 contre 16% projetée en 2018. La progression reflèterait, au-delà des bonnes perspectives de l'activité économique, l'élargissement de l'assiette fiscale, grâce, singulièrement, aux réformes relatives à la modernisation des administrations fiscale et douanière.

⁷ Taxe sur les usagers de la route

Les recettes non fiscales devraient, pour leur part, se contracter de 25,7 milliards (-17,2%) pour s'établir à 123,4 milliards en 2019 comparativement à la LFR de 2018 (149,1 milliards), en raison, principalement, de la diminution des recettes perçues du secteur Télécoms au titre de la licence 4G en 2018, ainsi que de la quasi stabilité des attendus sur les dividendes et produits financiers.

2.2.2. Les Dons

Les dons devraient progresser de 10,2 milliards (+3,7%) en passant de 274 milliards en 2018 à 284,2 milliards en 2019. Cette hausse serait portée, à la fois, par le relèvement des dons budgétaires (+19,4%) et des dons en capital (+1,3%) qui sont attendus, respectivement, à 44,2 milliards et 240 milliards en 2019 contre 37 milliards et 237 milliards en 2018.

2.2.3. Les Dépenses publiques

L'exécution des dépenses publiques en 2019 s'articulera autour des orientations définies dans le programme économique et financier ; elles visent principalement une maîtrise accrue des dépenses de consommation publique ainsi qu'une meilleure programmation des dépenses d'investissement.

Les dépenses totales sont projetées à 3414,5 milliards en 2019 contre 3074,6 milliards prévus en 2018, soit une hausse de 11,1% imputable aussi bien à l'accroissement des dépenses d'investissement qu'à celui des dépenses courantes.

Les dépenses d'investissement, projetées à 1434,2 milliards pour la LFI de 2019 devraient afficher une progression de 16,9% portée par les investissements financés sur ressources externes. En effet, les dépenses en capital financées sur ressources extérieures sont programmées à 790,9 milliards en 2019 contre 517 milliards pour la LFR 2018, soit une forte augmentation de 53% traduisant la volonté des autorités de booster à court terme les financements par prêts dans le but de mieux accompagner les partenaires extérieurs dans la mise en œuvre de leurs appuis aux programmes de développement. Cette forte progression attendue expliquerait essentiellement le repli des investissements financés sur ressources internes qui devraient passer de 709,9 milliards à 643,3 milliards, soit une contraction de 9,4%. Toutefois, le ratio des investissements sur ressources internes rapporté aux recettes reste élevé avec un taux de 25,4%.

S'agissant des dépenses courantes, elles sont programmées à 1980,3 milliards en 2019 contre 1847,7 milliards prévus pour 2018, soit une hausse de 132,6 milliards (+7,2%), sous l'impulsion, notamment, des charges d'intérêt sur la dette et de la masse salariale. En effet, les intérêts au titre de la dette publique sont projetés en hausse de 17,8% pour se situer à 310 milliards en 2019, en raison des intérêts sur la dette extérieure et celle

intérieure, projetés respectivement à 262 milliards et 48 milliards. La masse salariale est attendue, pour sa part, à 743,4 milliards, soit un accroissement de 8,8%, traduisant, par ailleurs, l'impact des récentes revalorisations salariales ainsi que l'apurement progressif des rappels. S'agissant des dépenses de fonctionnement, elles sont programmées à 926,9 milliards, et devraient s'accroître modérément à hauteur de 2,8% en phase avec la stratégie de maîtrise des dépenses de consommation courante.

2.2.4. Le Financement

Au titre de l'année 2019, le déficit budgétaire, programmé à 442,9 milliards, devrait être financé essentiellement par une accumulation nette de passifs à hauteur de 442,9 milliards.

Concernant les passifs, la partie extérieure devrait contribuer à hauteur de 440,3 milliards, dont des tirages sur prêts projets pour 490,9 milliards et des prêts programme pour un montant de 65 milliards. Pour sa part, l'amortissement de la dette extérieure existante est projeté à 205,2 milliards.

2.2.5. La Dette publique

L'encours de la dette publique devrait progresser de 6,7% pour s'établir à 6902,3 milliards contre 6467,6 milliards un an auparavant. Le taux de l'encours rapporté au PIB est projeté à 47,3% contre 48,2% en 2018. Cette contraction devrait traduire en partie le retour des interventions sur le marché financier sous régional après deux années successives d'émission sur le marché international (Eurobonds), mais également la poursuite des orientations de la stratégie d'endettement notamment en termes de reprofilage des maturités et d'une meilleure maîtrise des taux.

Les indicateurs de soutenabilité de la dette restent encore favorables. En effet, le service de la dette extérieure devrait représenter, respectivement, 19,2% des recettes budgétaires et 15,8% des exportations de biens et services, contre des plafonds fixés, respectivement, à 22% et 25%, dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2018

En 2018, les échanges extérieurs devraient être marqués par une détérioration du déficit du compte courant de 139 milliards. Cependant, ce déficit serait intégralement financé par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (+284,9 milliards) pour faire ressortir un excédent du solde global de la balance des paiements de 258,0 milliards.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 1026,2 milliards (7,7% du PIB) en 2018 contre 887,2 milliards (7,2% du PIB) en 2017, soit un recul de 0,5 point de pourcentage. Cette situation reflèterait, principalement, la dégradation du solde de la balance commerciale (-216 milliards) et de celui des revenus primaires (-44,9 milliards), amoindrie, toutefois, par le renforcement des transferts de fonds des migrants (+122,2 milliards).

En effet, la dégradation de la **balance des biens** serait le résultat de la hausse plus marquée des importations (+408,3 milliards) comparée à celle des exportations de biens (+209,2 milliards).

Les exportations en valeur s'inscriraient en hausse de 11,0%, traduisant, notamment, la bonne tenue des ventes à l'étranger d'acide phosphorique (+18,0%), de produits pétroliers (+42,8%), de phosphate (+7,1%), d'engrais solides (+14,0%), d'or (+6,2%), de zircon (+25,0%) et de produits halieutiques (+0,6%), atténuée, toutefois, par le repli des produits arachidières. S'agissant des exportations d'acide phosphorique, d'engrais solides et de phosphate, elles tireraient profit de la consolidation des activités des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) suite à la relance effective intervenue en 2015. En revanche, les exportations de pétrole brut s'inscriraient en hausse, dans un contexte de remontée du cours du baril du pétrole brut qui induirait un ralentissement des activités du raffinage de pétrole. Concernant les produits arachidières, malgré la bonne campagne agricole 2017/2018 et la suspension de la taxe à l'export, les exportations desdits produits devraient se contracter de 17,7%, en rapport avec la forte production d'arachide relevée en Chine, principal partenaire du Sénégal. Par ailleurs, les ventes à l'étranger de ciment pâtiraient, pour leur part, de la concurrence accrue dans les pays de la sous-région.

La hausse des importations serait tirée, principalement, par l'augmentation des achats à l'étranger de produits pétroliers (+174,6 milliards), de produits intermédiaires (+95,5 milliards), de produits alimentaires (+67,7 milliards) et de biens d'équipements (+64,9 milliards), à la faveur, dans ce dernier cas de la mise en œuvre des investissements du Plan Sénégal Émergent et de la relance de l'industrie locale. La hausse des importations de produits alimentaires serait liée, notamment, à l'accroissement des achats à l'étranger de blé (+11,7%), de riz (+11,2%) et des produits laitiers (+6,3%),

contrebalancée, toutefois, par la baisse des importations de sucre (-17,5%) et des boissons et tabacs (-6,2%).

Concernant la **balance des services**, elle passerait d'un déficit de 119,5 milliards à 136,8 milliards entre 2017 et 2018, soit une dégradation de 17,3 milliards imputable essentiellement au fret (+67,9 milliards), atténuée, toutefois par le poste « voyage » (+21,0 milliards). Le déficit de la **balance des revenus** se creuserait également en 2018 pour s'établir à 385,8 milliards contre 341,0 milliards en 2017 sous l'effet, principalement, de la hausse des intérêts sur la dette publique (+39,7 milliards). Globalement, la balance des revenus primaires devrait se dégrader de 44,9 milliards en 2018.

Quant aux **transferts courants nets**, ils sont projetés à 1264,4 milliards, soit en hausse de 122,2 milliards par rapport à 2017, à la faveur des transferts courants privés. En effet, les envois de fonds des travailleurs à destination du Sénégal sont attendus en hausse de 119,1 milliards en 2018 ; ils devraient, ainsi, s'établir à 1215,9 milliards contre 1096,8 milliards en 2017.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

S'agissant du solde du **compte de capital et d'opérations financières**, il est projeté, en 2018, en excédent de 1284,2 milliards contre 999,3 milliards en 2017, soit une amélioration de 284,9 milliards, imputable essentiellement au compte d'opérations financières.

En effet, le solde du compte des opérations financières est attendu à 1039,0 milliards en 2018, contre 775,9 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 263,1 milliards, attribuable aux capitaux publics, en particulier, à la progression des investissements de portefeuille (+375,8 milliards), lesquels passeraient d'un excédent de 516,9 milliards en 2017 à un excédent de 892,7 milliards en 2018, en rapport avec la levée de l'eurobond intervenue dans le courant de l'année.

Le solde du compte de capital ressortirait, pour sa part, à 245,2 milliards en 2018, contre 223,4 milliards en 2017, sous l'effet de la hausse des transferts en capital au profit du secteur public (+22,0 milliards).

3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2019

En 2019, la situation des échanges avec le reste du monde ressortirait un déficit du compte des transactions courantes de 1054,3 milliards en 2019 contre 1026,6 milliards en 2018. Ce déficit devrait être compensé entièrement par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières (+1220,8 milliards). Au total, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 166,5 milliards.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** serait imputable, principalement, à la dégradation du déficit de la balance des biens et à celle des services et revenus nets, atténuée, cependant, par la bonne orientation des transferts courants (+126,9 milliards). Toutefois, le déficit courant rapporté du PIB enregistrerait une amélioration en s'établissant à (7,2%) contre une prévision de (7,7%) en 2018.

Le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1891,2 milliards en 2019, contre 1768,1 milliards en 2018, soit un creusement de 123,2 milliards en liaison avec une progression plus importante attendue au niveau des importations (+429,7 milliards) comparativement à l'accroissement des exportations de biens (+306,5 milliards). L'augmentation des importations de biens reflèterait, notamment, la hausse des importations de produits pétroliers, en raison de la remontée des cours du baril, conjuguée au raffermissement des quantités de produits raffinés importés. Elle serait, par ailleurs, tirée par les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires en rapport, respectivement, avec la poursuite des investissements nés des perspectives d'exploitation du pétrole et du gaz, et le regain de dynamisme dans l'industrie. S'agissant des exportations, la progression attendue serait portée, principalement, par l'acide phosphorique, les produits pétroliers, l'or, les produits horticoles et les produits halieutiques et arachidières.

Concernant la **balance des revenus**, son déficit se dégraderait de 27,4 milliards en passant de 385,8 milliards à 413,2 milliards entre 2018 et 2019, sous l'effet de l'augmentation des paiements des intérêts de la dette publique. La **balance des services**, pour sa part, est projetée en déficit de 141,2 milliards, soit un creusement de 4,4 milliards qui serait imputable, essentiellement, à l'augmentation du fret et assurance à l'importation.

La dégradation du compte courant devrait, toutefois, être atténuée par le renforcement de l'excédent de la balance des **transferts courants**, à la faveur aussi bien des transferts courants privés que ceux publics. Les transferts courants nets sont projetés à 1391,3 milliards, soit en amélioration de 126,9 milliards par rapport à 2018.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un excédent de 1220,8 milliards en 2019 contre 1284,2 milliards en 2018, soit un ralentissement de 63,4 milliards, traduisant la réduction de l'excédent du compte d'opérations financières (-66,0 milliards).

En effet, la faible augmentation de l'excédent du **compte de capital** (+2,6 milliards) serait impulsée par la hausse des transferts nets de capital au profit du secteur

public (+3,0 milliards). Quant au **compte d'opérations financières**, il bénéficierait de la hausse des capitaux privés nets (+408,2 milliards) tandis que les capitaux publics nets s'inscriraient en repli (-474,1 milliards).

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2018

La situation monétaire, au terme de l'année 2018, devrait se traduire par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+258,0 milliards), un léger repli des créances intérieures (-0,8%) et une expansion de la masse monétaire (+2,6%).

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1 554,6 milliards en 2018 contre 1 296,6 milliards en 2017, soit une hausse de 258,0 milliards imputable, entièrement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

4.1.2. Le crédit intérieur

S'agissant de l'encours du crédit intérieur, il ressortirait à 4 569,0 milliards au terme de l'année 2018 contre 4 608,1 milliards en 2017, soit une contraction de 39,2 milliards, traduisant surtout le repli des créances nettes sur l'administration centrale (-361,9 milliards), en liaison, principalement, avec les désengagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire. Par ailleurs, les crédits à l'économie se sont confortés de 7,7% en 2018. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie s'établirait à 33,8% contre 34,3% en 2017, soit un recul de 0,5 point de pourcentage.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est, pour sa part, projetée en hausse de 2,6% en 2018 contre une progression de 9,3% en 2017. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par un renforcement des dépôts bancaires (+29,1 milliards) et de la circulation fiduciaire (+102,4 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 37,5% en 2017 à 35,3% en 2018, soit une contraction de 2,2 points de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2019

La situation monétaire devrait être marquée, en 2019, par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 166,5 milliards, un accroissement des créances intérieures de 10,4% et une expansion de la masse monétaire de 13,5%.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1 721,1 milliards en 2019 contre 1 554,6 milliards en 2018, soit une hausse de 166,5 milliards imputable, entièrement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

4.2.2. Le crédit intérieur

Concernant l'encours des créances intérieures, il est projeté à 5042,1 milliards en 2019, contre 4569,0 milliards en 2018, soit en hausse de 473,1 milliards. Ce renforcement devrait être porté, essentiellement, par les crédits à l'économie (+424,8 milliards), sous l'effet du dynamisme de l'activité économique. La Position Nette du Gouvernement, pour sa part, se dégraderait de 48,3 milliards. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 33,9%, soit un renforcement de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2018.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 5368,1 milliards en 2019, contre 4728,4 milliards en 2018, soit une hausse de 13,5%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts transférables dans les banques (+330,0 milliards), lesquels ressortiraient à 2458,5 milliards. Quant à la circulation fiduciaire, elle devrait ressortir en hausse de 103,2 milliards. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait ainsi à 36,7% en 2019, soit en amélioration de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2018.

ANNEXES

En milliards de francs CFA (Prix consant de 2014)	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Primaire	1 306,8	1 445,9	1 524,5	1 721,9	1 854,5	1 989,3
Agriculture et activités annexes	780,4	904,9	938,8	1 096,7	1 199,7	1 299,3
Evage et chasse	363,0	372,9	400,3	428,7	454,7	483,3
Sylviculture, exploitation forestiere,	50,7	51,5	54,6	56,5	57,4	59,4
Pêche et pisciculture	112,7	116,5	130,8	140,0	142,7	147,3
Secteur Secondaire	2 263,2	2 484,7	2 607,7	2 725,0	2 889,5	3 076,5
Activités extractives	192,8	252,8	222,9	235,3	258,3	289,0
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Fabrication de produits agro-alimentaires	386,0	397,5	406,1	439,9	458,0	479,3
Abattage, transformation et conservation des viandes	101,4	91,6	106,8	112,8	116,8	121,5
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	133,8	131,8	127,0	132,9	134,0	135,4
Fabrication de corps gras alimentaires	67,8	89,5	76,3	91,8	99,6	109,1
Riz décortiqué et farines	83,0	84,6	96,1	102,4	107,6	113,3
Fabrication de produits alimentaires céréaliers	136,9	135,1	153,5	165,5	177,4	190,3
Fabrication d'aliments pour animaux	31,8	31,5	32,2	35,3	39,4	44,2
Fabrication de pain et pâtisseries	69,7	69,9	80,4	83,9	87,6	91,3
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	35,5	33,7	40,9	46,3	50,3	54,8
Fabrication de produits alimentaires n.c.a	303,7	348,7	372,0	366,3	379,2	402,5
Conserves de fruits et légumes	39,2	41,9	42,7	59,3	56,9	58,1
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	65,4	75,5	75,2	57,6	59,7	63,6
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	45,8	55,1	62,2	61,8	71,9	83,8
Fabrication d'autres produits alimentaires	56,8	73,8	80,8	81,4	85,7	90,3
Fabrication de boissons	76,8	81,7	89,5	85,4	87,2	91,1
Produits à base de tabac	19,7	20,7	21,6	20,7	17,8	15,6
Raffinage petrole, cokefaction,	41,8	56,5	60,9	62,6	64,1	65,4
Fabrication de produits chimiques	29,6	38,9	51,6	60,8	68,0	75,4
Matériaux de construction	85,1	100,3	112,4	116,6	121,0	125,3
Egrenage de coton et fabrication de textiles	228,2	226,2	234,5	238,5	244,6	251,2
Egrenage du coton	4,6	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Filature, tissage et ennoblissement textile	62,7	62,9	66,6	68,0	71,4	75,1
Fabrication d'articles d'habillement	160,9	161,9	167,9	170,4	173,1	176,0
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	11,6	12,1	12,9	12,6	12,8	13,0
Sciage et rabotage du bois	51,3	51,7	55,7	67,2	83,1	102,6
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	31,4	31,8	32,7	32,4	32,5	33,7
Produits pharmaceutiques	16,4	14,2	14,4	12,4	11,4	11,1
Savons, parfums et produits d'entretien	27,4	28,7	35,7	43,2	46,2	48,4
Produits du caoutchouc et plastique	50,0	58,9	64,3	66,1	67,5	68,2
Produits metallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en metaux	84,7	81,2	82,4	71,6	81,6	86,7
Autres materiels de transport	37,3	37,7	38,2	40,2	37,6	35,3
Autres produits manufacturés	140,0	143,4	145,7	139,8	136,2	141,8
ELECTRICITE ET GAZ	88,4	104,6	110,5	120,3	126,1	134,2
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets	87,0	94,6	95,7	98,5	101,3	106,2
Construction	233,5	269,8	305,8	335,1	382,7	416,8
Secteur Tertiaire	4 743,8	4 866,1	5 153,0	5 499,8	5 863,6	6 266,0
Commerce	1 249,7	1 346,7	1 366,1	1 437,1	1 520,4	1 608,5
Transports	373,6	372,9	383,5	423,8	473,3	533,4
Services d'hebergement et restauration	132,8	130,8	135,2	155,5	165,6	186,3
Information et Communication	525,8	540,6	533,3	558,1	580,7	597,3
Services des Télécommunications	435,5	442,5	436,0	443,9	463,4	476,4
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	90,4	98,2	97,2	114,2	117,3	120,8
Services financiers et d'assurance	210,3	234,6	245,4	285,8	308,9	333,5
Services immobiliers	824,1	857,0	930,0	1 005,4	1 088,7	1 170,4
Services spécialisés, scientifiques et techniques	438,8	353,2	466,7	490,0	518,4	570,6
Services de soutien au bureau	162,4	178,7	208,0	221,1	241,8	257,8
Services d'administration publique	496,5	549,6	610,8	650,5	698,0	732,9
Enseignement	479,7	494,6	511,8	529,7	547,6	568,0
Activités de sante et action sociale	147,8	147,0	150,0	151,9	157,0	160,7
Activités à caractere collectif ou personnel	30,1	35,8	42,1	50,8	61,9	71,6
Services domestique	53,2	54,1	56,0	59,7	62,5	64,6
Autres services	115,4	120,2	125,0	130,8	136,8	143,2
Services d'Administration publique	496,5	549,6	610,8	650,5	698,0	732,9
Taxes sur biens et services	964,8	1051,0	1149,0	1244,4	1337,2	1449,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	9 775,0	10 397,4	11 045,0	11 841,6	12 642,8	13 514,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	8 810,2	9 346,4	9 896,0	10 597,2	11 305,6	12 064,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	8 994,6	9 492,5	10 106,3	10 744,9	11 443,0	12 214,8
Production de biens et services	15 878,7	16 951,9	18 021,8	19 370,4	20 693,5	22 098,9
Importations de biens et services	3 583,9	3 861,2	4 101,8	4 472,0	4 945,7	5 283,2
Taxes nettes sur les produits	964,8	1 051,0	1 149,0	1 244,4	1 337,2	1 449,5
TOTAL DES RESSOURCES	20 427,5	21 864,1	23 272,6	25 086,8	26 976,4	28 831,6
Consommations intermédiaires	7 068,5	7 605,5	8 125,8	8 773,2	9 388,0	10 034,3
Consommation finale	8 700,3	9 104,2	9 579,1	10 380,9	11 159,1	11 860,7
publique	1 440,3	1 521,9	1 612,7	1 735,4	1 824,2	1 922,9
privée	7 260,0	7 582,3	7 966,4	8 645,5	9 334,9	9 937,8
Formation brute de capital fixe	2 295,1	2 430,1	2 763,3	3 009,9	3 387,2	3 985,6
publique	603,0	686,8	798,0	947,3	1 022,5	1 120,0
privée	1 692,1	1 743,3	1 965,3	2 062,6	2 364,7	2 865,6
Variation de stocks	213,7	374,8	368,9	278,7	208,4	- 180,9
Aquisition objets de valeur	21,0	21,4	21,8	24,0	26,3	29,0
Exportations de biens et services	2 128,8	2 328,1	2 413,7	2 620,1	2 807,4	3 102,9
TOTAL DES EMPLOIS	20 427,5	21 864,1	23 272,6	25 086,8	26 976,4	28 831,6

Croissance du Produit Interieur Brut	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Primaire	10,6%	5,4%	12,9%	7,7%	7,3%	
Agriculture et activités annexes	16,0%	3,7%	16,8%	9,4%	8,3%	
Evage et chasse	2,7%	7,4%	7,1%	6,1%	6,3%	
Sylviculture, exploitation forestiere,	1,7%	6,0%	3,5%	1,6%	3,5%	
Pêche et pisciculture	3,4%	12,3%	7,1%	1,9%	3,3%	
Secteur Secondaire	9,8%	4,9%	4,5%	6,0%	6,5%	
Activités extractives	31,1%	-11,8%	5,6%	9,8%	11,9%	
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Fabrication de produits agro-alimentaires	3,0%	2,2%	8,3%	4,1%	4,7%	
Abattage, transformation et conservation des viandes	-9,7%	16,5%	5,7%	3,5%	4,0%	
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	-1,5%	-3,6%	4,7%	0,8%	1,1%	
Fabrication de corps gras alimentaires	31,9%	-14,8%	20,3%	8,5%	9,6%	
Riz décortiqué et farines	1,9%	13,6%	6,5%	5,1%	5,3%	
Fabrication de produits alimentaires céréaliers	-1,3%	13,6%	7,8%	7,1%	7,3%	
Fabrication d'aliments pour animaux	-0,8%	2,1%	9,7%	11,6%	12,1%	
Fabrication de pain et pâtisseries	0,3%	15,0%	4,4%	4,4%	4,2%	
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	-4,9%	21,4%	13,1%	8,7%	8,9%	
Fabrication de produits alimentaires n.c.a	14,8%	6,7%	-1,5%	3,5%	6,2%	
Conserves de fruits et légumes	6,8%	1,8%	39,0%	-4,0%	2,2%	
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	15,4%	-0,3%	-23,4%	3,6%	6,6%	
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	20,3%	12,9%	-0,7%	16,4%	16,5%	
Fabrication d'autres produits alimentaires	30,0%	9,5%	0,8%	5,2%	5,3%	
Fabrication de boissons	6,3%	9,5%	-4,5%	2,0%	4,5%	
Produits à base de tabac	5,0%	4,2%	-4,2%	-14,3%	-12,3%	
Raffinage petrole, cokefaction,	35,2%	7,8%	2,8%	2,4%	2,0%	
Fabrication de produits chimiques	31,4%	32,5%	17,8%	11,9%	10,9%	
Matériaux de construction	17,9%	12,0%	3,7%	3,8%	3,5%	
Egrenage de coton et fabrication de textiles	-0,9%	3,7%	1,7%	2,6%	2,7%	
Egrenage du coton	-70,2%	-91,7%	-20,4%	3,7%	4,6%	
Filature, tissage et ennoblissement textile	0,3%	5,8%	2,2%	5,0%	5,1%	
Fabrication d'articles d'habillement	0,6%	3,7%	1,5%	1,6%	1,7%	
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	4,5%	6,0%	-1,8%	1,5%	1,6%	
Sciage et rabotage du bois	0,7%	7,8%	20,7%	23,6%	23,5%	
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	1,3%	2,6%	-0,7%	0,2%	3,7%	
Produits pharmaceutiques	-13,5%	1,3%	-13,8%	-7,9%	-2,9%	
Savons, parfums et produits d'entretien	4,7%	24,4%	21,1%	6,9%	4,9%	
Produits du caoutchouc et plastique	17,8%	9,2%	2,9%	2,0%	1,0%	
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	-4,0%	1,4%	-13,0%	13,9%	6,3%	
Autres matériels de transport	1,0%	1,3%	5,3%	-6,4%	-6,3%	
Autres produits manufacturés	2,4%	1,6%	-4,1%	-2,6%	4,1%	
ELECTRICITE ET GAZ	18,3%	5,7%	8,9%	4,8%	6,4%	
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets	8,7%	1,2%	2,9%	2,8%	4,8%	
Construction	15,5%	13,3%	9,6%	14,2%	8,9%	
Secteur Tertiaire	2,6%	5,9%	6,7%	6,6%	6,9%	
Commerce	7,8%	1,4%	5,2%	5,8%	5,8%	
Transports	-0,2%	2,9%	10,5%	11,7%	12,7%	
Services d'hebergement et restauration	-1,6%	3,4%	15,0%	6,5%	12,5%	
Information et Communication	2,8%	-1,4%	4,7%	4,0%	2,8%	
Services des Télécommunications	1,6%	-1,5%	1,8%	4,4%	2,8%	
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	8,6%	-1,0%	17,5%	2,6%	3,0%	
Services financiers et d'assurance	11,5%	4,6%	16,5%	8,1%	8,0%	
Services immobiliers	4,0%	8,5%	8,1%	8,3%	7,5%	
Services spécialisés, scientifiques et techniques	-19,5%	32,1%	5,0%	5,8%	10,1%	
Services de soutien au bureau	10,1%	16,4%	6,3%	9,4%	6,6%	
Enseignement	3,1%	3,5%	3,5%	3,4%	3,7%	
Activités de sante et action sociale	-0,5%	2,0%	1,3%	3,4%	2,3%	
Activités à caractere collectif ou personnel	19,1%	17,6%	20,5%	21,9%	15,8%	
Services domestique	1,7%	3,6%	6,6%	4,6%	3,5%	
Autres services	4,1%	4,0%	4,7%	4,6%	4,7%	
Services d'Administration publique	10,7%	11,1%	6,5%	7,30%	5,0%	
Taxes sur biens et services	8,9%	9,3%	8,3%	7,5%	8,4%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6,4%	6,2%	7,2%	6,8%	6,9%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6,1%	5,9%	7,1%	6,7%	6,7%	
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	5,5%	6,5%	6,3%	6,5%	6,7%	
Production de biens et services	6,8%	6,3%	7,5%	6,8%	6,8%	
Importations de biens et services	7,7%	6,2%	9,0%	10,6%	6,8%	
Taxes nettes sur les produits	8,9%	9,3%	8,3%	7,5%	8,4%	
TOTAL DES RESSOURCES	7,0%	6,4%	7,8%	7,5%	6,9%	
Consommations intermédiaires	7,6%	6,8%	8,0%	7,0%	6,9%	
Consommation finale	4,6%	5,2%	8,4%	7,5%	6,3%	
publique	5,7%	6,0%	7,6%	5,1%	5,4%	
privée	4,4%	5,1%	8,5%	8,0%	6,5%	
Formation brute de capital fixe	5,9%	13,7%	8,9%	12,5%	17,7%	
publique	13,9%	16,2%	18,7%	7,9%	9,5%	
privée	3,0%	12,7%	5,0%	14,6%	21,2%	
Aquisition objets de valeur	1,9%	1,9%	9,6%	9,9%	10,0%	
Exportations de biens et services	9,4%	3,7%	8,5%	7,2%	10,5%	
TOTAL DES EMPLOIS	7,0%	6,4%	7,8%	7,5%	6,9%	

En milliards de FCFA aux prix courant	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Primaire	1 306,8	1 500,9	1 657,1	1 968,1	2 220,9	2 491,1
Agriculture et activités annexes	780,4	927,6	987,0	1 208,2	1 370,6	1 534,7
Evage et chasse	363,0	396,9	453,5	507,5	567,9	638,1
Sylviculture, exploitation forestière,	50,7	48,6	52,5	54,8	56,5	58,2
Pêche et pisciculture	112,7	127,8	164,2	197,6	225,9	260,0
Secteur Secondaire	2 263,2	2 478,6	2 615,7	2 773,0	3 047,9	3 334,9
Activités extractives	192,8	281,6	283,0	285,9	329,0	392,0
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Fabrication de produits agro-alimentaires	386,0	390,9	373,5	421,7	444,9	461,1
Abattage, transformation et conservation des viandes	101,4	92,3	106,6	117,5	120,4	126,2
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	133,8	132,6	108,0	127,0	136,4	137,8
Fabrication de corps gras alimentaires	67,8	83,9	67,5	81,2	88,2	93,9
Riz décortiqué et farines	83,0	82,2	91,4	95,9	99,9	103,3
Fabrication de produits alimentaires céréaliers	136,9	134,9	164,7	181,8	192,8	210,3
Fabrication d'aliments pour animaux	31,8	29,9	33,3	34,2	32,3	34,6
Fabrication de pain et pâtisseries	69,7	71,1	91,1	96,1	101,5	109,8
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	35,5	33,9	40,3	51,5	59,0	65,9
Fabrication de produits alimentaires n.c.a	303,7	339,9	361,7	386,4	415,8	449,4
Conserves de fruits et légumes	39,2	42,3	40,8	78,8	84,4	93,7
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	65,4	69,8	63,4	48,4	50,1	50,8
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	45,8	53,6	62,3	61,2	71,9	83,6
Fabrication d'autres produits alimentaires	56,8	69,4	85,0	98,7	111,2	123,3
Fabrication de boissons	76,8	82,5	88,2	78,4	80,3	82,3
Produits à base de tabac	19,7	22,3	22,0	20,8	17,8	15,7
Raffinage pétrole, cokéfaction,	41,8	85,6	58,4	68,5	81,9	93,1
Fabrication de produits chimiques	29,6	65,0	60,0	63,0	75,7	90,9
Matériaux de construction	85,1	82,1	96,2	97,9	103,0	108,0
Egrenage de coton et fabrication de textiles	228,2	226,8	242,6	251,7	264,1	276,8
Egrenage du coton	4,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Filature, tissage et ennoblement textile	62,7	64,4	69,9	72,8	78,2	83,9
Fabrication d'articles d'habillement	160,9	162,3	172,7	178,8	185,9	192,9
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	11,6	12,4	13,5	13,5	14,0	14,5
Sciage et rabotage du bois	51,3	53,8	61,1	74,2	96,7	124,0
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	31,4	31,6	32,4	29,1	29,2	29,5
Produits pharmaceutiques	16,4	13,9	14,4	10,7	9,8	9,2
Savons, parfums et produits d'entretien	27,4	34,5	42,2	61,8	74,8	86,2
Produits du caoutchouc et plastique	50,0	62,2	65,2	69,0	67,8	68,7
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	84,7	79,6	72,5	45,9	52,4	55,8
Autres matériels de transport	37,3	36,9	38,0	40,6	38,6	36,4
Autres produits manufacturés	140,0	140,9	145,6	134,0	131,0	135,1
ELECTRICITE ET GAZ	88,4	77,0	100,8	114,1	136,2	154,0
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets	87,0	94,3	99,9	102,8	106,1	111,5
Construction	233,5	234,8	289,9	320,6	384,1	428,4
Secteur Tertiaire	4 743,8	4 873,4	5 234,6	5 624,8	6 067,8	6 531,9
Commerce	1 249,7	1 362,1	1 328,7	1 416,2	1 514,7	1 617,9
Transports	373,6	383,3	453,1	500,7	562,0	635,0
Services d'hébergement et restauration	132,8	136,8	143,7	167,4	182,2	208,6
Information et Communication	525,8	521,5	530,7	547,3	566,5	575,6
Services des Télécommunications	435,5	423,5	433,6	432,1	447,5	453,3
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	90,4	98,0	97,1	115,3	119,0	122,3
Services financiers et d'assurance	210,3	246,0	263,9	311,5	334,6	362,6
Services immobiliers	824,1	839,1	913,9	991,4	1 104,8	1 204,0
Services spécialisés, scientifiques et techniques	438,8	351,1	465,1	493,2	523,4	579,7
Services de soutien au bureau	162,4	176,6	204,9	218,0	238,7	253,6
Enseignement	479,7	494,4	528,6	553,0	584,2	612,0
Activités de santé et action sociale	147,8	150,2	159,6	162,0	167,3	171,3
Activités à caractère collectif ou personnel	30,1	36,2	51,5	62,2	76,9	89,6
Services domestique	53,2	55,1	63,0	68,1	72,6	75,7
Autres services	115,4	120,9	127,7	133,7	139,8	146,3
Services d'Administration publique	496,5	531,9	581,5	629,8	686,6	732,8
Taxes sur biens et services	964,8	1 123,8	1 162,9	1 275,7	1 386,0	1 516,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	9 775,0	10 508,7	11 251,7	12 271,5	13 409,2	14 607,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	8 810,2	9 384,9	10 088,8	10 995,8	12 023,2	13 090,7
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	8 994,6	9 581,0	10 264,7	11 063,3	12 038,6	13 072,8
Production de biens et services	15 878,7	16 844,0	17 868,9	19 647,7	21 244,4	22 986,1
Importations de biens et services	3 583,9	3 723,5	3 673,7	4 368,4	4 838,8	5 324,7
Taxes nettes sur les produits	964,8	1 123,8	1 162,9	1 275,7	1 386,0	1 516,8
TOTAL DES RESSOURCES	20 427,5	21 691,3	22 705,4	25 291,9	27 469,2	29 827,7
Consommations intermédiaires	7 068,5	7 459,1	7 780,1	8 652,0	9 221,2	9 895,5
Consommation finale	8 700,3	9 134,4	9 660,5	10 567,3	11 467,1	12 302,8
publique	1 440,3	1 502,7	1 592,6	1 724,1	1 823,2	1 933,4
privée	7 260,0	7 631,7	8 067,9	8 843,2	9 643,9	10 369,4
Formation brute de capital fixe	2 295,1	2 418,8	2 612,5	2 882,6	3 345,9	4 032,3
publique	603,0	656,9	785,9	931,1	1 034,8	1 167,2
privée	1 692,1	1 761,9	1 826,5	1 951,5	2 311,1	2 865,1
Variation de stocks	213,7	274,4	196,4	489,1	477,9	278,7
Aquisition objets de valeur	21,0	21,5	22,1	24,5	27,1	30,2
Exportations de biens et services	2 128,8	2 383,1	2 433,9	2 676,5	2 930,0	3 288,3
TOTAL DES EMPLOIS	20 427,5	21 691,3	22 705,4	25 291,9	27 469,2	29 827,7

EVOLUTION DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Primaire		3,8%	4,7%	5,2%	4,8%	4,6%
Agriculture et activités annexes		2,5%	2,6%	4,8%	3,7%	3,4%
Évage et chasse		6,4%	6,4%	4,5%	5,5%	5,7%
Sylviculture, exploitation forestière,		-5,6%	1,7%	1,0%	1,4%	-0,4%
Pêche et pisciculture		9,7%	14,5%	12,4%	12,2%	11,5%
Secteur Secondaire		-0,2%	0,6%	1,4%	3,7%	2,8%
Activités extractives		11,4%	14,0%	-4,3%	4,8%	6,5%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Fabrication de produits agro-alimentaires		-1,7%	-6,5%	4,2%	1,4%	-1,0%
Abattage, transformation et conservation des viandes		0,7%	-0,9%	4,4%	-1,1%	0,8%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques		0,6%	-15,5%	12,3%	6,6%	0,0%
Fabrication de corps gras alimentaires		-6,3%	-5,6%	0,0%	0,1%	-2,9%
Riz décortiqué et farines		-2,9%	-2,0%	-1,5%	-0,9%	-1,8%
Fabrication de produits alimentaires céréaliers		-0,2%	7,5%	2,3%	-1,0%	1,7%
Fabrication d'aliments pour animaux		-5,1%	9,2%	-6,5%	-15,4%	-4,5%
Fabrication de pain et pâtisseries		1,7%	11,5%	1,0%	1,2%	3,8%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a		0,5%	-2,2%	13,1%	5,4%	2,6%
Fabrication de produits alimentaires n.c.a		-2,5%	-0,2%	8,5%	4,0%	1,8%
Conserves de fruits et légumes		0,9%	-5,1%	39,0%	11,6%	8,7%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires		-7,5%	-8,9%	-0,2%	-0,2%	-4,9%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie		-2,8%	3,1%	-1,2%	1,0%	-0,2%
Fabrication d'autres produits alimentaires		-5,9%	11,8%	15,3%	7,0%	5,3%
Fabrication de boissons		1,0%	-2,4%	-6,9%	0,4%	-2,0%
Produits à base de tabac		7,6%	-5,3%	-1,6%	0,2%	0,2%
Raffinage pétrole, cokéfaction,		51,5%	-36,7%	14,1%	16,8%	11,4%
Fabrication de produits chimiques		66,9%	-30,3%	-10,9%	7,4%	8,3%
Matériaux de construction		-18,2%	4,6%	-1,9%	1,4%	1,3%
Egrenage de coton et fabrication de textiles		0,3%	3,2%	2,0%	2,3%	2,0%
Egrenage du coton		-92,0%	-43,2%	-6,2%	2,3%	2,0%
Filature, tissage et ennoblissement textile		2,3%	2,6%	2,0%	2,3%	2,0%
Fabrication d'articles d'habillement		0,3%	2,6%	2,0%	2,3%	2,0%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures		2,5%	2,6%	1,3%	2,2%	2,1%
Sciage et rabotage du bois		4,2%	5,3%	0,6%	5,4%	3,9%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton		-0,8%	-0,2%	-9,3%	0,0%	-2,6%
Produits pharmaceutiques		-2,1%	2,4%	-13,8%	-0,4%	-3,5%
Savons, parfums et produits d'entretien		20,3%	-1,7%	21,1%	13,2%	9,8%
Produits du caoutchouc et plastique		5,5%	-3,9%	2,9%	-3,7%	0,2%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux		-2,0%	-10,1%	-27,3%	0,2%	0,2%
Autres matériels de transport		-2,0%	1,7%	1,3%	1,5%	0,6%
Autres produits manufacturés		-1,7%	1,7%	-4,1%	0,4%	-0,9%
ELECTRICITE ET GAZ		-26,3%	23,9%	3,9%	13,9%	6,3%
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets		-0,4%	4,7%	0,0%	0,4%	0,2%
Construction		-13,0%	8,9%	0,9%	4,9%	2,4%
Secteur Tertiaire		0,1%	1,4%	0,7%	1,2%	0,7%
Commerce		1,1%	-3,8%	1,3%	1,1%	1,0%
Transports		2,8%	14,9%	0,0%	0,5%	0,3%
Services d'hébergement et restauration		4,6%	1,5%	1,3%	2,2%	1,8%
Information et Communication		-3,5%	3,2%	-1,5%	-0,5%	-1,2%
Services des Télécommunications		-4,3%	3,9%	-2,1%	-0,8%	-1,5%
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION		-0,2%	0,1%	1,0%	0,6%	0,6%
Services financiers et d'assurance		4,9%	2,6%	1,3%	-0,6%	0,4%
Services immobiliers		-2,1%	0,4%	0,4%	2,9%	1,4%
Services spécialisés, scientifiques et techniques		-0,6%	0,2%	1,0%	0,3%	0,6%
Services de soutien au bureau		-1,2%	-0,3%	0,1%	0,1%	-0,3%
Services d'administration publique		-3,2%	-1,6%	1,7%	1,6%	1,7%
Enseignement		0,0%	3,3%	1,1%	2,2%	1,0%
Activités de santé et action sociale		2,2%	4,2%	0,2%	-0,1%	0,1%
Activités à caractère collectif ou personnel		1,2%	21,0%	0,1%	1,5%	0,6%
Services domestique		1,8%	10,5%	1,3%	2,0%	0,7%
Autres services		0,6%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Services d'Administration publique		-3,2%	-1,6%	1,7%	1,6%	1,6%
Taxes sur biens et services		6,9%	-5,3%	1,3%	1,1%	1,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)		1,1%	0,8%	1,7%	2,3%	1,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)		0,9%	0,6%	1,4%	2,2%	1,7%
Production de biens et services		0,9%	2,3%	0,1%	0,2%	0,3%
Importations de biens et services		-3,6%	-7,1%	9,1%	0,2%	3,0%
Taxes nettes sur les produits		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TOTAL DES RESSOURCES		-0,8%	-1,7%	3,3%	1,0%	1,6%
Consommations intermédiaires		-1,9%	-2,4%	3,0%	-0,4%	0,4%
Consommation finale		0,3%	0,5%	0,9%	0,9%	0,9%
publique		-1,3%	0,0%	0,6%	0,6%	0,6%
privée		0,7%	0,6%	1,0%	1,0%	1,0%
Formation brute de capital fixe		-1,3%	-5,0%	1,3%	3,1%	2,4%
publique		-4,4%	3,0%	-0,2%	3,0%	3,0%
privée		1,1%	-8,0%	1,8%	3,3%	2,3%
Aquisition objets de valeur		0,4%	0,8%	1,0%	1,0%	1,0%
Exportations de biens et services		2,4%	-1,5%	1,3%	2,2%	1,5%
TOTAL DES EMPLOIS		-0,8%	-1,7%	3,3%	1,0%	1,6%

Source : DPEE

% du Produit Interieur Brut	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Primaire	13,4%	14,3%	14,7%	16,0%	16,6%	17,1%
Agriculture et activités annexes	8,0%	8,8%	8,8%	9,8%	10,2%	10,5%
Élevage et chasse	3,7%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,4%
Sylviculture, exploitation forestière,	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
Pêche et pisciculture	1,2%	1,2%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%
Secteur Secondaire	23,2%	23,6%	23,2%	22,6%	22,7%	22,8%
Activités extractives	2,0%	2,7%	2,5%	2,3%	2,5%	2,7%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Fabrication de produits agro-alimentaires	3,9%	3,7%	3,3%	3,4%	3,3%	3,2%
Abattage, transformation et conservation des viandes	1,0%	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%	0,9%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	1,4%	1,3%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%
Fabrication de corps gras alimentaires	0,7%	0,8%	0,6%	0,7%	0,7%	0,6%
Riz décortiqué et farines	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%
Fabrication de produits alimentaires céréaliers	1,4%	1,3%	1,5%	1,5%	1,4%	1,4%
Fabrication d'aliments pour animaux	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%
Fabrication de pain et pâtisseries	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%
Fabrication de produits alimentaires n.c.a	3,1%	3,2%	3,2%	3,1%	3,1%	3,1%
Conserves de fruits et légumes	0,4%	0,4%	0,4%	0,6%	0,6%	0,6%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	0,7%	0,7%	0,6%	0,4%	0,4%	0,3%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
Fabrication d'autres produits alimentaires	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%
Fabrication de boissons	0,8%	0,8%	0,8%	0,6%	0,6%	0,6%
Produits à base de tabac	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	0,4%	0,8%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%
Fabrication de produits chimiques	0,3%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%
Matériaux de construction	0,9%	0,8%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	2,3%	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	1,9%
Egrenage du coton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Filature, tissage et ennoblement textile	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Fabrication d'articles d'habillement	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,3%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Sciage et rabotage du bois	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%
Produits pharmaceutiques	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Savons, parfums et produits d'entretien	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%
Produits du caoutchouc et plastique	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%	0,4%	0,4%
Autres matériels de transport	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%
Autres produits manufacturés	1,4%	1,3%	1,3%	1,1%	1,0%	0,9%
ELECTRICITE ET GAZ	0,9%	0,7%	0,9%	0,9%	1,0%	1,1%
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%
Construction	2,4%	2,2%	2,6%	2,6%	2,9%	2,9%
Secteur Tertiaire	48,5%	46,4%	46,5%	45,8%	45,3%	44,7%
Commerce	12,8%	13,0%	11,8%	11,5%	11,3%	11,1%
Transports	3,8%	3,6%	4,0%	4,1%	4,2%	4,3%
Services d'hébergement et restauration	1,4%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Information et Communication	5,4%	5,0%	4,7%	4,5%	4,2%	3,9%
Services des Télécommunications	4,5%	4,0%	3,9%	3,5%	3,3%	3,1%
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
Services financiers et d'assurance	2,2%	2,3%	2,3%	2,5%	2,5%	2,5%
Services immobiliers	8,4%	8,0%	8,1%	8,1%	8,2%	8,2%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	4,5%	3,3%	4,1%	4,0%	3,9%	4,0%
Services de soutien au bureau	1,7%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%
Enseignement	4,9%	4,7%	4,7%	4,5%	4,4%	4,2%
Activités de santé et action sociale	1,5%	1,4%	1,4%	1,3%	1,2%	1,2%
Activités à caractère collectif ou personnel	0,3%	0,3%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%
Services domestique	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%
Autres services	1,2%	1,2%	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%
Services d'Administration publique	5,1%	5,1%	5,2%	5,1%	5,1%	5,0%
Taxes sur biens et services	9,9%	10,7%	10,3%	10,4%	10,3%	10,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	92,0%	91,2%	91,2%	90,2%	89,8%	89,5%
Production de biens et services	162,4%	160,3%	158,8%	160,1%	158,4%	157,4%
Importations de biens et services	36,7%	35,4%	32,7%	35,6%	36,1%	36,5%
Taxes nettes sur les produits	9,9%	10,7%	10,3%	10,4%	10,3%	10,4%
TOTAL DES RESSOURCES	209,0%	206,4%	201,8%	206,1%	204,9%	204,2%
Consommations intermédiaires	72,3%	71,0%	69,1%	70,5%	68,8%	67,7%
Consommation finale	89,0%	86,9%	85,9%	86,1%	85,5%	84,2%
publique	14,7%	14,3%	14,2%	14,0%	13,6%	13,2%
privée	74,3%	72,6%	71,7%	72,1%	71,9%	71,0%
Formation brute de capital fixe	23,5%	23,0%	23,2%	23,5%	25,0%	27,6%
publique	6,2%	6,3%	7,0%	7,6%	7,7%	8,0%
privée	17,3%	16,8%	16,2%	15,9%	17,2%	19,6%
Variation de stocks	2,2%	2,6%	1,7%	4,0%	3,6%	1,9%
Aquisition objets de valeur	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Exportations de biens et services	21,8%	22,7%	21,6%	21,8%	21,9%	22,5%
TOTAL DES EMPLOIS	209,0%	206,4%	201,8%	206,1%	204,9%	204,2%

Source : DPEE

Tableau 1 : TOFE proj 2018-2023 (format MSFP 2001)							
	2014	2015	2016	2017	2018	LFR	2019 LFI
(en milliards FCFA)							
Compte Administration centrale							
Recettes	1 877,2	2 026,1	2 334,6	2 377	2 599,4		2 971,6
Recettes fiscales	1 482,5	1 597,1	1 788,6	1 845	2 146,3		2 534,0
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	401,8	435,4	512,9	544	630,1		722,8
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	21,1	20,3	17,3	14	10,0		10,0
Impôts patrimoine	27,1	31,4	29,6	34	33,2		38,9
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	786,4	882,4	959,8	955	1 046,1		1 297,8
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions financières	218,6	227,6	234,5	266	299,2		389,3
Autres recettes fiscales	27,5		34,4	32	36,8		43,2
Mesures modificat° CGI, dépenses fiscales, PEC					64,5		
Mesures nouv fisc et douanières (or non monét. et soutes)					26,5		
Recettes fiscales issues de l'exploitat° Pétrole							
Recettes Artp							32,0
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	-			
Dons	253,5	232,0	244,4	264	274,0		284,2
Budgétaire	40,3	31,2	38,0	49	37,0		44,2
En capital	213,2	200,8	206,4	215	237,0		240,0
Autres recettes	141,2	197,0	301,7	267	179,1		153,4
dont recettes non fiscales	91,7	111,4	106,1	97	149,1		123,4
dont Télécom 4G					30,0		
dont recettes propres du FSE	0,0	57,4	20,6	31	30,0		30,0
dont Mittal	49,5	28,2	0,0	-	0,0		0,0
dont SWAP			40,1		0,0		
dont Sonatel			99,7		0,0		
dont autres reversements			35,2	140			
dont Recettes non fiscales / exploitat° Pétrole							
Depenses	2 253,9	2 413,3	2 704,0	2 739	3 074,6		3 414,5
Charges	1 395,7	1 889,1	2 170,6	2 214	2 408,1		2 468,3
Remunération des salaires	490,0	526,1	572,3	600	683,0		743,4
Utilisations de bien et services	360,7	384,3	321,6	326	316,0		356,4
Consommation de capital fixe		0,0		-			
Interets	127,0	159,7	187,7	234	263,2		310,0
Exterieur	58,6	126,1	139,9	178	218,0		262,0
Interieur	68,3	33,6	47,8	56	45,2		48,0
Subventions	60,1	50,6	52,3	43	45,0		38,0
Dons (courants et en capital)	174,3	600,4	811,0	725	963,6		918,3
Dons courants yc FSE		215,6	284,2	190	397,5		430,3
dont SENELEC (compense)					52,0		40,0
dont différentiel transport					14,0		14,0
dont dépenses FSE					30,0		30,0
Dons en capital		384,8	526,9	535	566,1		488,0
Prestations d'assistance sociales	30,1	60,2	6,2	7	5,3		7,1
Autres dépenses	153,5	107,8	219,6	280	132,0		95,0
Autres charges courantes		107,8	188,7	263	132,0		95,0
Autres charges en capital		0,0	31,0	18			
Solde brut de gestion (1-2+23+NOBz)		137	164,0	162	191,3		503,3
Solde net de gestion (1-2+NOBz) c/		137					
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:							
Acquisition nette actifs non financiers	858,2	524,2	533,3	525	666,5		946,2
Actifs fixes		522,4	533,2	525	666,5		946,2
Investissement financé/ressources internes et exécuté	99,0	117,3	96,7	68	149,5		155,3
Investissement des autres entités financés sur dons d	368,4	0,0					
Investissement financé/ressources externes et exécuté	390,9	405,1	436,5	457	517,0		790,9
Variation de stocks		0,2	0,1				
Objets de valeur		0,0					
Actifs non produits		1,7					
Capacite/besoin financement (excédent/déficit)	-376,7	-387,2	-369,3	-362,2	-475,2		-442,9

Source : DPEE/DGCPT

<i>Fonancement/ Suite Tofe</i>	2014	2015	2016	2017	2018 LFR	2019 LFI
TRANSACT* SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (/ FINANCEM	-379,3	-387,2	-369,3	-362,2	-475,2	-442,9
Acquisition nette actifs financiers	122,2	-92,7	185,4	197,3	72,0	0,0
Interieur	105,7	-107,4	175,3	197,3	72,0	0,0
Numéraire et dépôts	96,0	-128,4	95,6	27,2	72,0	0,0
Titres de créance	7,7	12,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	-1,3	0,3	38,7	166,9	0,0	0,0
<i>dont rétrocession nette des remboursements</i>			34,2	101,0	0,0	0,0
<i>dont couvertures de chèques de la Poste non remboursées</i>				59,9	0,0	0,0
Actions et parts de fonds d'investissement	0,0	0,0	4,9	4,3	0,0	0,0
Systèmes d'assurances, de pensions et de gara	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	3,3	8,0	36,1	-1,2	0,0	0,0
<i>dont couvertures cheques postes n. remb.</i>			38,7			0,0
Exterieur	16,4	14,7	10,1	0,0	0,0	0,0
Or monétaire et DTS		0,0	0,0	0,0		
Accumulation nette de passifs	501,4	299,0	557,4	561,7	547,2	442,9
Interieur	-109,1	-42,0	293,9	-270,2	-364,9	2,6
Titres de créances (publics) (net)	19,5	70,6	360,0	-120,1	-223,4	87,7
<i>Bons du tesor en compte de depot</i>	5,3	-7,4	-2,0	-10,0	0,0	0,0
<i>Bons du tesor en adjudication</i>		2,0	-14,7	-16,6	-46,1	88,7
<i>Emprunts obligataire par APE</i>	36,9	14,0	-14,4	-25,2	-32,2	56,0
<i>Emprunts obligataire en adjudication</i>	-22,7	62,0	210,8	-54,4	-145,1	-57,0
<i>Emprunts Sukkuk</i>			180,3	-13,9		0,0
<i>Autres</i>			0,0			
Crédits	25,8	-56,3	-37,7	-49,8	-66,5	-35,8
<i>Depot koweïtien</i>	-5,3	-5,7	-6,0	-6,0	-6,3	0,0
<i>FMI et DTS</i>	-20,6	-30,7	-32,4	-31,7	-31,1	-21,7
<i>Autres emprunts (dont BA, BIS, Sukkuk, etc)</i>	51,7	-19,9	0,7	-12,1	-14,1	-14,1
<i>dont Banque atlantique</i>					0,0	0,0
<i>Sukkuk</i>					-15,0	-15,0
<i>Ressources Afriximbank</i>			0,0	0,0		
Autres comptes à payer	-154,4	-56,3	-28,4	-100,3	-75,0	-49,2
<i>dont fonds en route</i>		24,9	25,9	8,1		0,0
<i>dont Reglements sur les dépenses ordnnancées en n-1</i>		-42,3	-34,9	-25,6	0,0	-30,0
<i>dont Reglements correspondants du Trésor (yc collectivités)</i>			1,5	-77,8	-75,0	-19,2
<i>dont financements autres</i>						0,0
<i>dont Fonds national de retraites FNR</i>			-20,9	-10,1	0,0	0,0
<i>dont Autres</i>				5,2	0,0	
Exterieurs	610,5	341,0	263,5	831,9	912,0	440,3
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances	230,3	183,0	-44,5	516,9	1015,7	99,0
<i>Bons du tesor par adjudication</i>	-61,4	16,4	-36,4	-16,0	-30,7	59,1
<i>Obligation du Trésor par adjudication</i>	41,7	166,5	14,5	-49,1	-96,7	-38,0
<i>Obligation du Trésor par APE</i>	0		-11,6	-23,7	-21,5	37,3
<i>Emprunts non concessionnels</i>	250,0		0,0	0,0	0,0	60,0
<i>Euro-obligations emissions</i>				641,2	1184,0	0,0
<i>Sukkuk</i>			-11,1	-11,1	-10,0	-10,0
<i>Autres</i>				-24,5	-9,4	-9,4
Crédits	380,2	158,0	308,05	315,0	-103,7	341,3
<i>dont Tirages sur prêts programme</i>	0,0	29,4	29,3	79,8	62,0	65,0
<i>dont Prets-projets</i>	177,7	204,0	230,1	241,5	280,0	490,9
<i>dont Rétrocessions</i>		12,7	34,2	103,5		0,0
<i>dont autres emprunts (BA,)</i>	104,8	-26,3	-16,4	-17,5	-9,4	-9,4
<i>dont bilatéraux et multilatéraux et commerciaux</i>	-53,3	-61,7	-67,8	-92,2	-150,6	-205,2
<i>dont remboursement Eurobond</i>					0,0	
<i>dont rachats Eurobond</i>					-123,0	
<i>dont crédit-Suisse et Afriximbank (250 millions)</i>	98,4		0,0		-162,7	
			98,6		0,0	
<i>dont Autres credits nets</i>			0,0			
<i>Autres comptes à payer</i>		0,0	0,0			
<i>Erreurs et omissions</i>	2,6	4,5	2,7	2,2	0,0	0

Source : DPEE/DGCPT

LIBELLE POSTE	2016	2017	2018	2019
			estim	
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-472,5	-887,2	-1 026,2	-1 054,2
1- Biens et services	-1 237,5	-1 688,5	-1 904,8	-2 032,4
Balance des biens	-1 164,8	-1 569,0	-1 768,1	-1 891,2
Exportations de biens FOB dont :	1 703,4	1 907,8	2 117,0	2 423,6
Produits halieutiques	286,1	298,1	300,0	314,8
Produits arachidières	75,5	65,4	53,8	56,6
Engrais solides	10,8	20,0	22,8	24,9
Acide phosphorique	124,0	121,6	143,5	160,8
Phosphate	18,6	18,4	19,8	21,8
Produits pétroliers	161,4	242,9	346,9	465,4
Or	216,4	246,6	261,9	278,1
Titane	27,5	45,8	43,5	47,4
Zircon	30,9	36,4	45,5	50,1
Divers	752,2	812,6	879,4	1 003,9
<i>Dont intra-UEMOA</i>				
<i>Réexportations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes au titre du négoce	0,0	0,0	0,0	0,0
Importations de biens FOB	-2 868,2	-3 476,8	-3 885,1	-4 314,8
Importations de biens CAF dont :	-3 222,0	-3 932,1	-4 407,4	-4 895,7
Produits alimentaires	-618,4	-767,6	-835,3	-884,5
Autres biens de consommation courante	-341,0	-376,8	-399,4	-438,7
Produits pétroliers	-637,4	-856,1	-1 030,7	-1 106,6
Biens intermédiaires	-644,9	-777,2	-872,7	-962,7
Biens d'équipement	-857,0	-974,3	-1 039,2	-1 272,4
Autres importations	-123,3	-180,1	-230,1	-230,8
Balance des services	-72,8	-119,5	-136,8	-141,2
Crédit	721,1	758,3	801,6	851,9
Dont voyage	230,9	243,9	264,9	287,7
Débit	-793,9	-877,8	-938,4	-993,1
Dont fret et assurances	-353,4	-456,1	-524,0	-582,1
2- Revenu primaire	-295,4	-341,0	-385,8	-413,2
Dont intérêts sur la dette publique	-139,9	-178,3	-218,0	-262,0
3- Revenu secondaire	1 060,4	1 142,1	1 264,4	1 391,3
- Administrations publiques	48,1	45,4	48,5	49,6
Dont aides budgétaires	32,8	48,5	37,0	39,9
- Autres secteurs	1 012,3	1 096,8	1 215,9	1 341,7
Dont transferts de fonds des migrants (recept.)	1 103,9	1 174,1	1 285,6	1 407,7
b- Compte de capital (4+5)	214,8	223,4	245,2	247,8
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-2,7	-2,1	-1,9	-1,8
5- Transferts de capital	217,5	225,5	247,1	249,6
- Administrations publiques	208,4	215,0	237,0	240,0
Autres transferts de capital	206,4	215,0	237,0	240,0
- Autres secteurs	9,1	10,5	10,1	9,6
c. Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b)	-257,7	-663,8	-781,0	-806,4
d- Compte financier (6+7+8+9)	-303,7	-775,9	-1 039,0	-973,0
6- Investissement direct	-147,3	-293,7	-309,2	-331,3
7- Investissements de portefeuille	76,5	-524,7	-864,8	-63,7
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	-232,9	42,6	135,1	-578,0
- Administrations publiques	-251,3	-324,3	-19,3	-401,3
- Autres secteurs	18,4	366,9	154,4	-176,8
e- Erreurs et omissions nettes	3,5	4,5	0,0	0,0
f- Solde global (c-d+e)	49,4	116,5	258,0	166,6
g- Ecart d'évaluation	0,8	9,1	0,0	0,0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	-50,2	-125,6	-258,0	-166,6
Taux de couverture : Export b&s/Import b&s(%)	66,2	61,2	60,5	61,7
Balance courante/PIB (%) (PIB-2014)	-4,2	-7,2	-7,7	-7,2

Source : BCEAO

AGREGATS DE MONNAIE - SENEGAL			
Encours en milliards de FCFA		<i>Projections</i>	
Poste	2017	2018	2019
Monnaie au sens large et ses composantes			
Circulation fiduciaire	1 028,8	1 131,2	1 234,4
Billets et monnaies mis en circulation	1 136,5	1 238,9	1 342,0
Encaisses des banques (à déduire)	104,6	104,6	104,6
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,1	3,1	3,1
Dépôts transférables	2 099,4	2 128,5	2 458,5
BCEAO	0,4	0,4	0,5
Banques	2 091,1	2 119,2	2 448,3
CCP et CNE	7,9	8,8	9,7
M1	3 128,2	3 259,7	3 692,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 479,5	1 468,8	1 675,2
BCEAO	0,2	7,8	5,0
AID	1 479,3	1 461,0	1 670,2
Masse monétaire (M2)	4 607,7	4 728,4	5 368,1
Contreparties de la masse monétaire			
Actifs extérieurs nets	1 296,6	1 554,6	1 721,1
BCEAO	789,0	1 047,0	1 213,5
Banques	507,6	507,6	507,6
Créances intérieures	4 608,1	4 569,0	5 042,1
Créances nettes sur l'Administration Centrale	399,1	37,2	85,5
BCEAO	-8,7	-46,1	-67,8
Banques	407,7	83,3	153,3
Créances sur l'économie	4 209,1	4 531,8	4 956,6
BCEAO	5,1	6,4	6,6
Banques	4 203,9	4 525,4	4 950,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	934,0	1 032,1	1 032,1
Actions et autres participations dans les ID	677,2	757,6	757,6
BCEAO	17,7	17,7	17,7
Banques	659,5	739,9	739,9
Engagements non monétaires des ID	256,8	274,5	274,5
Dépôts exclus de M2	162,1	177,8	177,8
Emprunts	79,2	83,0	83,0
Titres autres q'actions exclus de M2	15,4	13,7	13,7
Autres postes nets (3)	363,0	363,0	363,0
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7,9	-8,8	-9,7
Total des contreparties de M2 (4)	4 607,7	4 728,4	5 368,1

Source : BCEAO